

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 1**

7 Ιανουαρίου 2000

Το παρόν αποτελεί ορθή επανεκτύπωση του ήδη κυκλοφορούντος ταυτάριθμου ΦΕΚ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2783

Κύρωση του Πρωτοκόλλου σχετικού με τη Συμφωνία της Μαδρίτης που αφορά τη διεθνή καταχώρηση σημάτων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, το Πρωτόκολλο σχετικό με τη Συμφωνία της Μαδρίτης, που αφορά τη διεθνή καταχώρηση σημάτων, το οποίο υπογράφηκε από την Ελλάδα στις 27 Ιουνίου 1989 και του οποίου το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques

adopté à Madrid le 27 juin 1989

Liste des articles du Protocole

Article premier

Appartenance à l'Union de Madrid

*Les Etats parties au présent Protocole (dénommés ci-après «les Etats contractants»), même s'ils ne sont pas parties à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques révisé à Stockholm en 1967 et modifié en 1979 (ci-après dénommé «l'Arrangement de Madrid (Stockholm)»), et les organisations visées à l'article 14.1)*b) *qui sont parties au présent Protocole (dénommées ci-après «les organisations contractantes») sont membres de la même Union dont sont membres les pays qui sont parties à l'Arrangement de Madrid (Stockholm). Dans le présent Protocole, l'expression «parties contractantes» désigne aussi bien les Etats contractants que les organisations contractantes.*

Article 2

Obtention de la protection par l'enregistrement international

1) Lorsqu'une demande d'enregistrement d'une marque a été déposée auprès de l'Office d'une partie contractante, ou lorsqu'une marque a été enregistrée dans le registre de l'Office d'une partie contractante, la personne qui est le déposant de cette demande (ci-après dénommée «la demande de base») ou le titulaire de cet enregistrement (ci-après dénommé «l'enregistrement de base») peut, sous réserve des dispositions du présent Protocole, s'assurer la protection de sa marque sur le territoire des parties contractantes, en obtenant l'enregistrement de cette marque dans le registre du Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après dénommés respectivement «l'enregistrement international», «le registre international», «le Bureau international» et «l'Organisation»), sous réserve que,

i) lorsque la demande de base a été déposée auprès de l'Office d'un Etat contractant ou lorsque l'enregistrement de base a été effectué par un tel Office, la personne qui est le déposant de cette demande ou le titulaire de cet enregistrement soit un ressortissant de cet Etat contractant ou soit domiciliée, ou ait un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux, dans ledit Etat contractant;

ii) lorsque la demande de base a été déposée auprès de l'Office d'une organisation contractante ou lorsque l'enregistrement de base a été effectué par un tel Office, la personne qui est le déposant de cette demande ou le titulaire de cet enregistrement soit le ressortissant d'un Etat membre de cette organisation contractante ou soit domiciliée, ou ait un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux, sur le territoire de ladite organisation contractante.

2) La demande d'enregistrement international (dénommée ci-après «la demande internationale») doit être déposée auprès du Bureau international par l'intermédiaire de l'Office auprès duquel la demande de base a été déposée ou par lequel l'enregistrement de base a été effectué (ci-après dénommé «l'Office d'origine»), selon le cas.

3) Dans le présent Protocole, le terme «Office» ou «Office d'une partie contractante» désigne l'office qui est chargé, pour le compte d'une partie contractante, de l'enregistrement des marques, et le terme «marques» désigne aussi bien les marques de produits que les marques de services.

4) Dans le présent Protocole, on entend par «territoire d'une partie contractante», lorsque la partie contractante est un Etat, le territoire de cet Etat et, lorsque la partie contractante est une organisation intergouvernementale, le territoire sur lequel s'applique le traité constitutif de cette organisation intergouvernementale.

Article 3

Demande internationale

1) Toute demande internationale faite en vertu du présent Protocole devra être présentée sur le formulaire prescrit par le règlement d'exécution. L'Office d'origine certifiera que les indications qui figurent dans la demande internationale correspondent à celles qui figurent, au moment de la certification, dans la demande de base ou l'enregistrement de base, selon le cas. En outre, ledit Office indiquera,

i) dans le cas d'une demande de base, la date et le numéro de cette demande,

ii) dans le cas d'un enregistrement de base, la date et le numéro de cet enregistrement ainsi que la date et le numéro de la demande dont est issu l'enregistrement de base.

L'Office d'origine indiquera également la date de la demande internationale.

2) Le déposant devra indiquer les produits et les services pour lesquels la protection de la marque est revendiquée, ainsi que, si possible, la ou les classes correspondantes, d'après la classifica-

tion établie par l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques. Si le déposant ne donne pas cette indication, le Bureau international classera les produits et les services dans les classes correspondantes de ladite classification. L'indication des classes donnée par le déposant sera soumise au contrôle du Bureau international, qui l'exercera en liaison avec l'Office d'origine. En cas de désaccord entre ledit Office et le Bureau international, l'avis de ce dernier sera déterminant.

3) Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu

i) de le déclarer et d'accompagner sa demande internationale d'une mention indiquant la couleur ou la combinaison de couleurs revendiquée;

ii) de joindre à sa demande internationale des exemplaires en couleur de ladite marque, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international; le nombre de ces exemplaires sera fixé par le règlement d'exécution.

4) Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article 2. L'enregistrement international portera la date à laquelle la demande internationale a été reçue par l'Office d'origine pourvu que la demande internationale ait été reçue par le Bureau international dans le délai de deux mois à compter de cette date. Si la demande internationale n'a pas été reçue dans ce délai, l'enregistrement international portera la date à laquelle ladite demande internationale a été reçue par le Bureau international. Le Bureau international notifiera sans retard l'enregistrement international aux Offices intéressés. Les marques enregistrées dans le registre international seront publiées dans une gazette périodique éditée par le Bureau international, sur la base des indications contenues dans la demande internationale.

5) En vue de la publicité à donner aux marques enregistrées dans le registre international, chaque Office recevra du Bureau international un nombre d'exemplaires gratuits et un nombre d'exemplaires à prix réduit de ladite gazette dans les conditions

fixées par l'Assemblée visée à l'article 10 (ci-après dénommée «l'Assemblée»). Cette publicité sera considérée comme suffisante aux fins de toutes les parties contractantes, et aucune autre ne pourra être exigée du titulaire de l'enregistrement international.

Article 3bis

Effet territorial

La protection résultant de l'enregistrement international ne s'étendra à une partie contractante qu'à la requête de la personne qui dépose la demande internationale ou qui est titulaire de l'enregistrement international. Toutefois, une telle requête ne peut être faite à l'égard d'une partie contractante dont l'Office est l'Office d'origine.

Article 3ter

Requête en «extension territoriale»

1) Toute requête en extension à une partie contractante de la protection résultant de l'enregistrement international devra faire l'objet d'une mention spéciale dans la demande internationale.

2) Une requête en extension territoriale peut aussi être faite postérieurement à l'enregistrement international. Une telle requête devra être présentée sur le formulaire prescrit par le règlement d'exécution. Elle sera immédiatement inscrite par le Bureau international, qui notifiera sans retard cette inscription à l'Office ou aux Offices intéressés. Cette inscription sera publiée dans la gazette périodique du Bureau international. Cette extension territoriale produira ses effets à partir de la date à laquelle elle aura été inscrite au registre international; elle cessera d'être valable à l'échéance de l'enregistrement international auquel elle se rapporte.

Article 4

Effets de l'enregistrement international

1)a) A partir de la date de l'enregistrement ou de l'inscription effectué selon les dispositions des articles 3 et 3[ter], la protection de la marque dans chacune des parties contractantes intéressées sera la même que si cette marque avait été déposée directement auprès de l'Office de cette partie contractante. Si aucun refus n'a été notifié au Bureau international conformément à l'article 5.1) et 2) ou si un refus notifié conformément audit article a été retiré ultérieurement, la protection de la marque dans la partie contractante intéressée sera, à partir de ladite date, la même que si cette marque avait été enregistrée par l'Office de cette partie contractante.

b) L'indication des classes de produits et de services prévue à l'article 3 ne lie pas les parties contractantes quant à l'appréciation de l'étendue de la protection de la marque.

2) Tout enregistrement international jouira du droit de priorité établi par l'article 4 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, sans qu'il soit nécessaire d'accomplir les formalités prévues à la lettre D dudit article.

Article 4[bis]

Remplacement d'un enregistrement national ou régional par un enregistrement international

1) Lorsqu'une marque qui est l'objet d'un enregistrement national ou régional auprès de l'Office d'une partie contractante est également l'objet d'un enregistrement international et que les deux enregistrements sont inscrits au nom de la même personne, l'enregistrement international est considéré comme remplaçant l'enregistrement national ou régional, sans préjudice des droits acquis par le fait de ce dernier, sous réserve que

i) la protection résultant de l'enregistrement international s'étende à ladite partie contractante selon l'article 3[ter].1) ou 2),

ii) tous les produits et services énumérés dans l'enregistrement national ou régional soient également énumérés dans l'enregistrement international à l'égard de ladite partie contractante,

iii) l'extension susvisée prenne effet après la date de l'enregistrement national ou régional.

2) L'Office visé à l'alinéa 1) est, sur demande, tenu de prendre note, dans son registre, de l'enregistrement international.

Article 5

Refus et invalidation des effets de l'enregistrement international à l'égard de certaines parties contractantes

1) Lorsque la législation applicable l'y autorise, l'Office d'une partie contractante auquel le Bureau international a notifié une extension à cette partie contractante, selon l'article 3[ter].1) ou 2), de la protection résultant d'un enregistrement international aura la faculté de déclarer dans une notification de refus que la protection ne peut pas être accordée dans ladite partie contractante à la marque qui fait l'objet de cette extension. Un tel refus ne pourra être fondé que sur les motifs qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, dans le cas d'une marque déposée directement auprès de l'Office qui notifie le refus. Toutefois, la protection ne pourra être refusée, même partiellement, pour le seul motif que la législation applicable n'autoriserait l'enregistrement que dans un nombre limité de classes ou pour un nombre limité de produits ou de services.

*2)*a) *Tout Office qui voudra exercer cette faculté devra notifier son refus au Bureau international, avec l'indication de tous les motifs, dans le délai prévu par la loi applicable à cet Office et*

au plus tard, sous réserve des sous-alinéas b) *et* c), *avant l'expiration d'une année à compter de la date à laquelle la notification de l' extension visée à l'alinéa 1) a été envoyée a cet Office par le Bureau international.*

b) *Nonobstant le sous-alinéa* a), *toute partie contraciante peut déclarer que, pour les enregistrements internationaux effectués en vertu du présent Protocole, le délai d'un an visé au sous-alinéa* a) *est remplacé par 18 mois.*

c) *Une telle déclaration peut en outre préciser que, lorsqu'un refus de protection peut résulter d'une opposition à l'octroi de la protection, ce refus peut être notifié au Bureau international par l'Office de ladite partie contractante après l'expiration du délai de 18 mois. Un tel Office peut, à l'égard d'un enresistrement international donné, notifier un refus de protection après l'expiration du délai de 18 mois mais seulement si.*

i) il a, avant l'expiration du délai de 18 mois, informé le Bureau international de la possibilité que des oppositions soient déposées après l'expiration du délai de 18 mois, et que

ii) la notification du refus fondé sur une opposition est effectuée dans un délai maximum de sept mois à compter de la date à laquelle commence à courir le délai d'opposition; si le délai d'opposition expire avant les sept mois, la notification doit être effectuée dans un délai d'un mois à compter de l'expiration dudit délai d'opposition.

d) *Toute déclaration selon les sous-alinéas* b) *ou* c) *peut être faite dans les instruments visés à l'article 14.2), et la date à laquelle la déclaration prendra effet sera la même que la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de l'Etat ou de l'organisation intergouvernementale qui a fait la déclaration. Une telle déclaration peut également être faite ultérieurement, auquel cas la déclaration prendra effet trois mois après sa réception par le Directeur général de l'Organisation (ci-après dénommé «le Directeur général»), ou à toute date ultérieure indiquée dans la déclaration, à l'égard des enregistrements internationaux dont la date est la*

même que celle à laquelle la déclaration prend effet ou est postérieure à cette date.

e) *A l'expiration d'une période de dix ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole, l'Assemblée procédera à une vérification du fonctionnement du système établi par les sous-alinéas* a) *à* d). *Après cela, les dispositions desdits sous-alinéas pourront être modifiées par une décision unanime de l'Assemblée.*

*3) Le Bureau international transmettra sans retard au titulaire de l'enregistrement international un des exemplaires de la notification de refus. Ledit titulaire aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été directement déposée par lui auprès de l'Office qui a notifié son refus. Lorsque le Bureau international aura reçu une information selon l'alinéa 2)*c)*i), il transmettra sans retard ladite information au titulaire de l'enregistrement international.*

4) Les motifs de refus d'une marque seront communiqués par le Bureau international aux intéressés qui lui en feront la demande.

5) Tout Office qui n'a pas notifié au Bureau international, à l'égard d'un enregistrement international donné, un refus provisoire ou définitif, conformément aux alinéas 1) et 2), perdra, à l'égard de cet enregistrement international, le bénéfice de la faculté prévue à l'alinéa 1).

6) L'invalidation, par les autorités compétentes d'une partie contractante, des effets, sur le territoire de cette partie contractante, d'un enregistrement international ne pourra être prononcée sans que le titulaire de cet enregistrement international ait été mis en mesure de faire valoir ses droits en temps utile. L'invalidation sera notifiée au Bureau international.

Article 5bis

Pièces justificatives de la légitimité d'usage de certains éléments de la marque

Les pièces justificatives de la légitimité d'usage de certains éléments contenus dans les marques, tels que armoiries, écussons, portraits, distinctions honorifiques, titres, noms commerciaux ou noms de personnes autres que celui du déposant, ou autres inscriptions analogues, qui pourraient être réclamées par les Offices des parties contractantes, seront dispensées de toute légalisation, ainsi que de toute certification autre que celle de l'Office d'origine.

Article 5ter

Copie des mentions figurant au registre international; recherches d'antériorité; extraits du registre international

1) Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant le paiement d'une taxe fixée par le règlement d'exécution, une copie des mentions inscrites dans le registre international relativement à une marque déterminée.

2) Le Bureau international pourra aussi, contre rémunération, se charger de faire des recherches d'antériorité parmi les marques qui font l'objet d'enregistrements internationaux.

3) Les extraits du registre international demandés en vue de leur production dans une des parties contractantes seront dispensés de toute légalisation.

Article 6

Durée de validité de l'enregistrement international; dépendance et indépendance de l'enregistrement international

1) L'enregistrement d'une marque au Bureau international est effectué pour dix ans, avec possibilité de renouvellement dans les conditions fixées à l'article 7.

2) A l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de l'enregistrement international, celui-ci devient indépendant de la demande de base ou de l'enregistrement qui en est issu, ou de l'enregistrement de base, selon le cas, sous réserve des dispositions suivantes.

3) La protection résultant de l'enregistrement international, ayant ou non fait l'objet d'une transmission, ne pourra plus être invoquée si, avant l'expiration de cinq ans à compter de la date de l'enregistrement international, la demande de base ou l'enregistrement qui en est issu, ou l'enregistrement de base, selon le cas, a fait l'objet d'un retrait, a expiré ou a fait l'objet d'une renonciation ou d'une décision finale de rejet, de révocation, de radiation ou d'invalidation, à l'égard de l'ensemble ou de certains des produits et des services énumérés dans l'enregistrement international. Il en sera de même si

- *i) un recours contre une décision refusant les effets de la demande de base,*
- *ii) une action visant au retrait de la demande de base ou à la révocation, à la radiation ou à l'invalidation de l'enregistrement qui est issu de la demande de base, ou de l'enregistrement de base, ou*
- *iii) une opposition à la demande de base*

aboutit, après l'expiration de la période de cinq ans, à une décision finale de rejet, de révocation, de radiation ou d'invalidation, ou exigeant le retrait, de la demande de base ou de l'enregistrement qui en est issu, ou de l'enregistrement de base, selon le cas, à condition que le recours, l'action ou l'opposition en question

ait commencé avant l'expiration de ladite période. Il en sera aussi de même si la demande de base est retirée, ou si l'enregistrement qui est issu de la demande de base, ou l'enregistrement de base, fait l'objet d'une renonciation, après l'expiration de la période de cinq ans, à condition que, lors du retrait ou de la renonciation, ladite demande ou ledit enregistrement fasse l'objet d'une procédure visée au point i), ii) ou iii) et que cette procédure ait commencé avant l'expiration de ladite période.

4) L'Office d'origine notifiera au Bureau international, comme prescrit dans le règlement d'exécution, les faits et les décisions pertinents en vertu de l'alinéa 3), et le Bureau international informera les parties intéressées et procédera à toute publication correspondante, comme prescrit dans le règlement d'exécution. L'Office d'origine demandera, le cas échéant, au Bureau international de radier, dans la mesure applicable, l'enregistrement international, et le Bureau international donnera suite à sa demande.

Article 7

Renouvellement de l'enregistrement international

1) Tout enregistrement international peut être renouvelé pour une période de dix ans à compter de l'expiration de la période précédente, par le simple paiement de l'émolument de base et, sous réserve de l'article 8.7), des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments prévus à l'article 8.2).

2) Le renouvellement ne pourra apporter aucune modification à l'enregistrement international en son dernier état.

3) Six mois avant l'expiration du terme de protection, le Bureau international rappellera au titulaire de l'enregistrement international et, le cas échéant, à son mandataire, par l'envoi d'un avis officieux, la date exacte de cette expiration.

4) Moyennant le versement d'une surtaxe fixée par le règlement d'exécution, un délai de grâce de six mois sera accordé pour le renouvellement de l'enregistrement international.

Article 8

Taxes pour la demande internationale et l'enregistrement international

1) L'Office d'origine aura la faculté de fixer à son gré et de percevoir à son profit une taxe qu'il réclamera au déposant ou au titulaire de l'enregistrement international à l'occasion du dépôt de la demande internationale ou à l'occasion du renouvellement de l'enregistrement international.

*2) L'enregistrement d'une marque au Bureau international sera soumis au règlement préalable d'un émolument international qui comprendra, sous réserve des dispositions de l'alinéa 7)*a),

i) un émolument de base;

ii) un émolument supplémentaire pour toute classe de la classification internationale en sus de la troisième dans laquelle seront rangés les produits ou services auxquels s'applique la marque;

iii) un complément d'émolument pour toute demande d'extension de protection conformément à l'article 3ᵗᵉʳ.

3) Toutefois, l'émolument supplémentaire spécifié à l'alinéa 2)ii) pourra être réglé dans un délai fixé par le règlement d'exécution, si le nombre des classes de produits ou services a été fixé ou contesté par le Bureau international et sans qu'il soit porté préjudice à la date de l'enregistrement international. Si, à l'expiration dudit délai, l'émolument supplémentaire n'a pas été payé ou si la liste des produits ou services n'a pas été réduite par le déposant dans la mesure nécessaire, la demande internationale sera considérée comme abandonnée.

4) Le produit annuel des diverses recettes de l'enregistrement international, à l'exception des recettes provenant des émoluments visés à l'alinéa 2)ii) et iii), sera réparti à parts égales entre les parties contractantes par les soins du Bureau international, après déduction des frais et charges nécessités par l'exécution du présent Protocole.

5) Les sommes provenant des émoluments supplémentaires visés à l'alinéa 2)ii) seront réparties, à l'expiration de chaque année, entre les parties contractantes intéressées proportionnellement au nombre de marques pour lesquelles la protection aura été demandée dans chacune d'elles durant l'année écoulée, ce nombre étant affecté, en ce qui concerne les parties contractantes qui procèdent à un examen, d'un coefficient qui sera déterminé par le règlement d'exécution.

6) Les sommes provenant des compléments d'émoluments visés à l'alinéa 2)iii) seront réparties selon les mêmes règles que celles qui sont prévues à l'alinéa 5).

*7)*a) *Toute partie contractante peut déclarer que, à l'égard de chaque enregistrement international dans lequel elle est mentionnée selon l'article 3^ter^, ainsi qu'à l'égard du renouvellement d'un tel enregistrement international, elle veut recevoir, au lieu d'une part du revenu provenant des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments, une taxe (ci-après dénommée «la taxe individuelle») dont le montant est indiqué dans la déclaration, et qui peut être modifié dans des déclarations ultérieures, mais qui ne peut pas être supérieur à un montant équivalant au montant, après déduction des économies résultant de la procédure internationale, que l'Office de ladite partie contractante aurait le droit de recevoir d'un déposant pour un enregistrement de dix ans, ou du titulaire d'un enregistrement pour un renouvellement de dix ans de cet enregistrement, de la marque dans le registre dudit Office. Lorsqu'une telle taxe individuelle doit être payée,*

i) aucun émolument supplémentaire visé à l'alinéa 2)ii) ne sera dû si uniquement des parties contractantes qui ont fait une déclaration selon le présent sous-alinéa sont mentionnées selon l'article 3^ter^, et

ii) aucun complément d'émolument visé à l'alinéa 2)iii) ne sera dû à l'égard de toute partie contractante qui a fait une déclaration selon le présent sous-alinéa.

b) *Toute déclaration selon le sous-alinéa* a) *peut être faite dans les instruments visés à l'article 14.2), et la date à laquelle la déclaration prendra effet sera la même que la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de l'Etat ou de l'organisation intergouvernementale qui a fait la déclaration. Une telle déclaration peut également être faite ultérieurement, auquel cas la déclaration prendra effet trois mois après sa réception par le Directeur général, ou à toute date ultérieure indiquée dans la déclaration, à l'égard des enregistrements internationaux dont la date est la même que celle à laquelle la déclaration prend effet ou est postérieure à cette date.*

Article 9

Inscription d'un changement de titulaire de l'enregistrement international

A la requête de la personne au nom de laquelle est inscrit l'enregistrement international, ou à la requête d'un Office intéressé faite d'office ou sur demande d'une personne intéressée, le Bureau international inscrit au registre international tout changement de titulaire de cet enregistrement, à l'égard de l'ensemble ou de certaines des parties contractantes sur le territoire desquelles ledit enregistrement a effet et à l'égard de tout ou partie des produits et des services énumérés dans l'enregistrement, sous réserve que le nouveau titulaire soit une personne qui, selon l'article 2.1), est habilitée à déposer des demandes internationales.

*Article 9^bis^*

Certaines inscriptions concernant un enregistrement international

Le Bureau international inscrira au registre international

i) toute modification concernant le nom ou l'adresse du titulaire de l'enregistrement international,

ii) la constitution d'un mandataire du titulaire de l'enregistrement international et toute autre donnée pertinente concernant un tel mandataire,

iii) toute limitation, à l'égard de l'ensemble ou de certaines des parties contractantes, des produits et des services énumérés dans l'enregistrement international,

iv) toute renonciation, radiation ou invalidation de l'enregistrement international à l'égard de l'ensemble ou de certaines des parties contractantes,

v) toute autre donnée pertinente, identifiée dans le règlement d'exécution, concernant les droits sur une marque qui fait l'objet d'un enregistrement international.

*Article 9^ter^*

Taxes pour certaines inscriptions

Toute inscription faite selon l'article 9 ou selon l'article 9^bis^ peut donner lieu au paiement d'une taxe.

Article 9quater

Office commun de plusieurs Etats contractants

1) Si plusieurs Etats contractants conviennent de réaliser l'unification de leurs lois nationales en matière de marques, ils pourront notifier au Directeur général

i) qu'un Office commun se substituera à l'Office national de chacun d'eux, et

ii) que l'ensemble de leurs territoires respectifs devra être considéré comme un seul Etat pour l'application de tout ou partie des dispositions qui précèdent le présent article ainsi que des dispositions des articles 9quinquies et 9sexies.

2) Cette notification ne prendra effet que trois mois après la date de la communication qui en sera faite par le Directeur général aux autres parties contractantes.

Article $9^{quinquies}$

Transformation d'un enregistrement international en demandes nationales ou régionales

Lorsque, au cas où l'enregistrement international est radié à la requête de l'Office d'origine en vertu de l'article 6.4), à l'égard de tout ou partie des produits et des services énumérés dans ledit enregistrement, la personne qui était le titulaire de l'enregistrement international dépose une demande d'enregistrement de la même marque auprès de l'Office de l'une des parties contractantes sur le territoire desquelles l'enregistrement international avait effet, cette demande sera traitée comme si elle avait été déposée à la date de l'enregistrement international selon l'article 3.4) ou à la date d'inscription de l'extension territoriale selon l'article 3^{ter}.2) et, si l'enregistrement international bénéficiait d'une priorité, ladite demande bénéficiera de la même priorité, sous réserve

- *i) que ladite demande soit déposée dans les trois mois à compter de la date à laquelle l'enregistrement international a été radié,*

- *ii) que les produits et services énumérés dans la demande soient couverts en fait par la liste des produits et des services figurant dans l'enregistrement international à l'égard de la partie contractante intéressée, et*

iii) que ladite demande soit conforme à toutes les exigences de la législation applicable, y compris celles qui ont trait aux taxes.

Article 9sexies

Sauvegarde de l'Arrangement de Madrid (Stockholm)

1) Lorsque, en ce qui concerne une demande internationale donnée ou un enregistrement international donné, l'Office d'origine est l'Office d'un Etat qui est partie à la fois au présent Protocole et à l'Arrangement de Madrid (Stockholm), les dispositions du présent Protocole n'ont pas d'effet sur le territoire de tout autre Etat qui est également partie à la fois au présent Protocole et à l'Arrangement de Madrid (Stockholm).

2) L'Assemblée peut, à la majorité des trois quarts, abroger l'alinéa 1), ou restreindre la portée de l'alinéa 1), après l'expiration d'un délai de dix ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole, mais pas avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle la majorité des pays parties à l'Arrangement de Madrid (Stockholm) sont devenus parties au présent Protocole. Seuls les Etats qui sont parties audit Arrangement et au présent Protocole auront le droit de prendre part au vote de l'Assemblée.

Article 10

Assemblée

1)a) Les parties contractantes sont membres de la même Assemblée que les pays parties à l'Arrangement de Madrid (Stockholm).

b) Chaque partie contractante est représentée dans cette Assemblée par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) *Les dépenses de chaque délégation sont supportées par la partie contractante qui l'a désignée, à l'exception des frais de voyage et des indemnités de séjour pour un délégué de chaque partie contractante qui sont à la charge de l'Union.*

2) L'Assemblée, outre les fonctions qui lui incombent en vertu de l'Arrangement de Madrid (Stockholm),

i) traite de toutes les questions concernant l'application du présent Protocole;

ii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de révision du présent Protocole, compte étant dûment tenu des observations des pays de l'Union qui ne sont pas parties au présent Protocole;

iii) adopte et modifie les dispositions du règlement d'exécution qui concernent l'application du présent Protocole;

iv) s'acquitte de toutes autres fonctions qu'implique le présent Protocole.

*3)*a) *Chaque partie contractante dispose d'une voix dans l'Assemblée. Sur les questions qui concernent uniquement les pays qui sont parties à l'Arrangement de Madrid (Stockholm), les parties contractantes qui ne sont pas parties audit Arrangement n'ont pas le droit de vote, tandis que, sur les questions qui concernent uniquement les parties contractantes, seules ces dernières ont le droit de vote.*

b) *La moitié des membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur une question donnée constitue le quorum aux fins du vote sur cette question.*

c) *Nonobstant les dispositions du sous-alinéa* b), *si, lors d'une session, le nombre des membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur une question donnée et qui sont représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur cette question, l'Assemblée peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après*

sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur ladite question et qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre desdits membres ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de membres qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

d) *Sous réserve des dispositions des articles 5.2)*e), *9*[sexies]*.2), 12 et 13.2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.*

e) *L'abstention n'est pas considérée comme un vote.*

f) *Un délégué ne peut représenter qu'un seul membre de l'Assemblée et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.*

4) En plus de ses réunions en sessions ordinaires et en sessions extraordinaires conformément à l'Arrangement de Madrid (Stockholm), l'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande d'un quart des membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur les questions qu'il est proposé d'inclure dans l'ordre du jour de la session. L'ordre du jour d'une telle session extraordinaire est préparé par le Directeur général.

Article 11

Bureau international

1) Les tâches relatives à l'enregistrement international selon le présent Protocole ainsi que les autres tâches administratives concernant le présent Protocole sont assurées par le Bureau international.

*2)*a) *Le Bureau international, selon les directives de l'Assemblée, prépare les conférences de révision du présent Protocole.*

b) *Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation desdites conférences de révision.*

c) *Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans lesdites conférences de révision.*

3) Le Bureau international exécute toutes autres tâches concernant le présent Protocole qui lui sont attribuées.

Article 12

Finances

*En ce qui concerne les parties contractantes, les finances de l'Union sont régies par les mêmes dispositions que celles qui figurent à l'article 12 de l'Arrangement de Madrid (Stockholm), étant entendu que tout renvoi à l'article 8 dudit Arrangement est considéré comme un renvoi à l'article 8 du présent Protocole. En outre, aux fins de l'article 12.6)*b) *dudit Arrangement, les organisations contractantes sont, sous réserve d'une décision unanime contraire de l'Assemblée, considérées comme appartenant à la classe de contribution I (un) selon la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.*

Article 13

Modification de certains articles du Protocole

1) Des propositions de modification des articles 10, 11, 12 et du présent article peuvent être présentées par toute partie contractante ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux parties contractantes six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 10 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.

3) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des Etats et des organisations intergouvernementales qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée et qui avaient le droit de voter sur la modification. Toute modification desdits articles ainsi acceptée lie tous les Etats et organisations intergouvernementales qui sont des parties contractantes au moment où la modification entre en vigueur ou qui le deviennent à une date ultérieure.

Article 14

Modalités pour devenir partie au Protocole; entrée en vigueur

*1)*a) *Tout Etat partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle peut devenir partie au présent Protocole.*

b) *En outre, toute organisation intergouvernementale peut également devenir partie au présent Protocole lorsque les conditions suivantes sont remplies:*

i) au moins un des Etats membres de cette organisation est partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle;

ii) ladite organisation possède un Office régional aux fins de l'enregistrement de marques ayant effet sur le territoire de l'organisation, sous réserve qu'un tel Office ne fasse pas l'objet d'une notification en vertu de l'article 9^{quater}.

2) Tout Etat ou organisation visé à l'alinéa 1) peut signer le présent Protocole. Tout Etat ou organisation visé à l'alinéa 1) peut, s'il a signé le présent Protocole, déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Protocole ou, s'il n'a pas signé le présent Protocole, déposer un instrument d'adhésion au présent Protocole.

3) Les instruments visés à l'alinéa 2) sont déposés auprès du Directeur général.

*4)*a) *Le présent Protocole entre en vigueur trois mois après le dépôt de quatre instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, sous réserve qu'au moins un de ces instruments ait été déposé par un pays partie à l'Arrangement de Madrid (Stockholm) et qu'au moins un autre de ces instruments ait été déposé par un Etat non partie à l'Arrangement de Madrid (Stockholm) ou par une des organisations visées à l'alinéa 1)*b).

b) *A l'égard de tout autre Etat ou organisation visé à l'alinéa 1), le présent Protocole entre en vigueur trois mois après la date*

à laquelle sa ratification, son acceptation, son approbation ou son adhésion a été notifiée par le Directeur général.

5) Tout Etat ou organisation visé à l'alinéa 1) peut, lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Protocole, ou de son instrument d'adhésion audit Protocole, déclarer que la protection résultant d'un enregistrement international effectué en vertu du présent Protocole avant la date d'entrée en vigueur dudit Protocole à son égard ne peut faire l'objet d'une extension à son égard.

Article 15

Dénonciation

1) Le présent Protocole demeure en vigueur sans limitation de durée.

2) Toute partie contractante peut dénoncer le présent Protocole par notification adressée au Directeur général.

3) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

4) La faculté de dénonciation prévue par le présent article ne peut être exercée par une partie contractante avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole est entré en vigueur à l'égard de cette partie contractante.

*5)*a) *Lorsqu'une marque fait l'objet d'un enregistrement international ayant effet, dans l'Etat ou l'organisation intergouvernementale qui dénonce le présent Protocole, à la date à laquelle la dénonciation devient effective, le titulaire dudit enregistrement peut déposer, auprès de l'Office dudit Etat ou de ladite organisation, une demande d'enregistrement de la même marque, qui sera traitée comme si elle avait été déposée à la date de l'enregistrement international selon l'article 3.4) ou à la date d'inscription de l'extension territoriale selon l'article 3ter.2) et qui, si l'enregistrement bénéficiait de la priorité, bénéficiera de la même priorité, sous réserve*

i) *que ladite demande soit déposée dans les deux ans à compter de la date à laquelle la dénonciation est devenue effective,*

ii) *que les produits et services énumérés dans la demande soient couverts en fait par la liste des produits et des services figurant dans l'enregistrement international à l'égard de l'Etat ou de l'organisation intergouvernementale qui a dénoncé le présent Protocole, et*

iii) *que ladite demande soit conforme à toutes les exigences de la législation applicable, y compris celles qui ont trait aux taxes.*

b) *Les dispositions du sous-alinéa* a) *s'appliquent aussi à l'égard de toute marque qui fait l'objet d'un enregistrement international ayant effet, dans des parties contractantes autres que l'Etat ou l'organisation intergouvernementale qui dénonce le présent Protocole, à la date à laquelle la dénonciation devient effective, et dont le titulaire, en raison de la dénonciation, n'est plus habilité à déposer des demandes internationales selon l'article 2.1).*

Article 16

Signature; langues; fonctions de dépositaire

*1)*a) *Le présent Protocole est signé en un seul exemplaire en langues française, anglaise et espagnole et est déposé auprès du Directeur général lorsqu'il n'est plus ouvert à la signature à Madrid. Les textes dans les trois langues font également foi.*

b) *Des textes officiels du présent Protocole sont établis par le Directeur général, après consultation des Gouvernements et organisations intéressés, dans les langues allemande, arabe, chinoise, italienne, japonaise, portugaise et russe, et dans les autres langues que l'Assemblée pourra indiquer.*

2) Le présent Protocole reste ouvert à la signature, à Madrid, jusqu'au 31 décembre 1989.

3) Le Directeur général transmet deux copies, certifiées conformes par le Gouvernement de l'Espagne, des textes signés du présent Protocole à tous les Etats et organisations intergouvernementales qui peuvent devenir parties au présent Protocole.

4) Le Directeur général fait enregistrer le présent Protocole auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5) Le Directeur général notifie à tous les Etats et organisations internationales qui peuvent devenir parties ou sont parties au présent Protocole les signatures, les dépôts d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que l'entrée en vigueur du présent Protocole et de toute modification de celui-ci, toute notification de dénonciation et toute déclaration prévue dans le présent Protocole.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

σχετικό με τη Συμφωνία της Μαδρίτης που αφορά τη διεθνή καταχώρηση σημάτων που υιοθετήθηκε στη Μαδρίτη στις 27 Ιουνίου 1989

Κατάλογος των άρθρων του Πρωτοκόλλου

Άρθρο 1
Συμμετοχή στην Ένωση Μαδρίτης

Τα Κράτη-Μέλη του παρόντος Πρωτοκόλλου (στο εξής καλούμενα "τα Συμβαλλόμενα Κράτη") ακόμη και εάν δεν είναι Μέλη της Συμφωνίας της Μαδρίτης περί διεθνούς καταχωρήσεως των σημάτων, που αναθεωρήθηκε στη Στοκχόλμη το 1967 και τροποποιήθηκε το 1979 "στο εξής καλούμενη "η Συμφωνία της Μαδρίτης (Στοκχόλμης)"", και οι οργανισμοί περί των οποίων το άρθρο 14.1β, οι οποίοι είναι μέλη του παρόντος Πρωτοκόλλου (στο εξής καλούμενοι "οι Συμβαλλόμενοι Οργανισμοί") είναι Μέλη της ίδιας Ένωσης, Μέλη της οποίας είναι οι χώρες που έχουν προσχωρήσει στη Συμφωνία της Μαδρίτης (Στοκχόλμης). Για το παρόν Πρωτόκολλο η έκφραση "Συμβαλλόμενα Μέρη" σημαίνει τόσο τα Συμβαλλόμενα Κράτη όσο και τους Συμβαλλόμενους Οργανισμούς.

Άρθρο 2
Εξασφάλιση της προστασίας μέσω της Διεθνούς Καταχωρήσεως

1. Όταν μια αίτηση καταχωρήσεως ενός σήματος έχει κατατεθεί ενώπιον του Γραφείου ενός Συμβαλλόμενου Μέρους ή όταν ένα σήμα έχει καταχωρηθεί στο μητρώο του Γραφείου ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, ο καταθέτης της αιτήσεως αυτής (στο εξής καλούμενη "βασική αίτηση") ή ο δικαιούχος της καταχωρήσεως αυτής (στο εξής καλούμενη "βασική καταχώρηση") δύναται, υπό την επιφύλαξη των διατάξεων του παρόντος Πρωτοκόλλου, να εξασφαλίσει την προστασία του σήματός του στην επικράτεια των Συμβαλλόμενων Μερών, επιτυγχάνοντας την καταχώρηση του σήματος αυτού στο μητρώο του Διεθνούς Γραφείου του Παγκόσμιου Οργανισμού Πνευματικής Ιδιοκτησίας (στο εξής καλούμενα "Διεθνής Καταχώρηση", "Διεθνές Μητρώο", "Διεθνές Γραφείο" και "Οργανισμός" αντιστοίχως), υπό την επιφύλαξη ότι:

i) όταν η βασική αίτηση κατατεθεί ενώπιον του Γραφείου ενός Συμβαλλόμενου Κράτους ή όταν η βασική καταχώρηση έγινε από ένα τέτοιο Γραφείο, ο καταθέτης της αιτήσεως ή ο δικαιούχος της καταχώρησης αυτής είτε είναι πολίτης αυτού του Συμβαλλόμενου Κράτους είτε κατοικεί ή κατέχει μία πραγματική και σοβαρή βιομηχανική ή εμπορική εγκατάσταση εντός του περί ου ο λόγος Συμβαλλόμενου Κράτους,

ii) όταν η βασική αίτηση κατετέθη ενώπιον του Γραφείου ενός Συμβαλλόμενου Οργανισμού ή όταν η βασική καταχώρηση έγινε από ένα τέτοιο Γραφείο, ο καταθέτης της αιτήσεως αυτής ή ο δικαιούχος της καταχωρήσεως είτε είναι πολίτης ενός Κράτους-Μέλους αυτού του Συμβαλλόμενου Οργανισμού είτε κατοικεί ή κατέχει μία πραγματική και σοβαρή βιομηχανική ή εμπορική εγκατάσταση εντός της επικράτειας του εν λόγω Συμβαλλόμενου Οργανισμού.

2. Η αίτηση διεθνούς καταχωρήσεως (στο εξής καλούμενη "διεθνής αίτηση") πρέπει να υποβάλλεται ενώπιον του Διεθνούς Γραφείου, μέσω του Γραφείου ενώπιον του οποίου η βασική αίτηση κατετέθη ή μέσω του οποίου πραγματοποιήθηκε η βασική καταχώρηση (στο εξής καλούμενο "Γραφείο Προελεύσεως"), ανάλογα με την περίπτωση.

3. Στο παρόν Πρωτόκολλο, ο όρος "Γραφείο" ή "Γραφείο Συμβαλλόμενου Μέρους" σημαίνει το Γραφείο που είναι επιφορτισμένο με την καταχώρηση των σημάτων για λογαριασμό ενός Συμβαλλόμενου Μέρους και ο όρος "σήματα" σημαίνει τόσο τα σήματα που αφορούν προϊόντα όσο και τα σήματα υπηρεσιών.

4. Στο παρόν Πρωτόκολλο, ο όρος "επικράτεια ενός Συμβαλλόμενου Μέρους", όταν το Συμβαλλόμενο Μέρος είναι ένα Κράτος, σημαίνει την επικράτεια του κράτους αυτού και όταν το Συμβαλλόμενο Μέρος είναι Διακυβερνητικός Οργανισμός, τα εδάφη επί των οποίων εφαρμόζεται η καταστατική συνθήκη του Διακυβερνητικού αυτού Οργανισμού.

Άρθρο 3
Διεθνής Αίτηση

1. Κάθε διεθνής αίτηση, υποβαλλόμενη σύμφωνα με το παρόν Πρωτόκολλο, πρέπει να παρουσιάζεται επί του εντύπου που προβλέπεται από τον εκτελεστικό κανονισμό. Το Γραφείο προελεύσεως θα βεβαιώσει ότι οι ενδείξεις που περιλαμβάνονται στη διεθνή αίτηση

ανταποκρίνονται σε αυτές που περιλαμβάνονται κατά το χρόνο της πιστοποίησης στη βασική αίτηση ή στη βασική καταχώρηση ανάλογα με την περίπτωση. Εξάλλου, το ως άνω Γραφείο θα δηλώσει:

i) σε περίπτωση βασικής αιτήσεως, την ημερομηνία και τον αριθμό της αιτήσεως,

ii) σε περίπτωση βασικής καταχωρήσεως, την ημερομηνία και τον αριθμό της καταχωρήσεως αυτής, καθώς και την ημερομηνία και τον αριθμό της αιτήσεως εκ της οποίας προέρχεται η βασική καταχώρηση.

Το Γραφείο προελεύσεως θα δηλώσει επίσης και την ημερομηνία της διεθνούς αιτήσεως.

2. Ο καταθέτης θα πρέπει να δηλώσει τα προϊόντα και τις υπηρεσίες για τα οποία ζητεί την προστασία του σήματος, καθώς και, εάν είναι δυνατόν, την ή τις αντίστοιχες κατηγορίες που προβλέπονται από την ταξινόμηση της Συμφωνίας της Νίκαιας περί Διεθνούς Ταξινομήσεως των Προϊόντων και Υπηρεσιών με Σκοπό την Καταχώρηση των Σημάτων. Εάν ο καταθέτης δεν δίνει την ένδειξη αυτήν, το Διεθνές Γραφείο θα ταξινομήσει τα προϊόντα και τις υπηρεσίες εντός των αντίστοιχων κατηγοριών της εν λόγω ταξινομήσεως. Η ένδειξη των κατηγοριών που εδόθησαν από τον καταθέτη, θα υποβληθεί σε έλεγχο από το Διεθνές Γραφείο σε συνεργασία με το Γραφείο προελεύσεως. Σε περίπτωση διαφωνίας μεταξύ του ανωτέρω Γραφείου και του Διεθνούς Γραφείου, η γνώμη του τελευταίου είναι αποφασιστική.

3. Εάν ο καταθέτης ζητεί όπως το χρώμα αποτελέσει διακριτικό χαρακτηριστικό του σήματός του, θα πρέπει:

i) να το δηλώσει και να συνοδεύσει τη διεθνή αίτησή του με τη μνεία περί του χρώματος ή περί του συνδυασμού χρωμάτων που διεκδικεί,

ii) να επισυνάψει στη διεθνή αίτησή του έγχρωμα αντίγραφα του εν λόγω σήματος, τα οποία θα αποτελέσουν παράρτημα των κοινοποιήσεων του Διεθνούς Γραφείου· ο αριθμός των αντιγράφων αυτών θα καθοριστεί από τον εκτελεστικό κανονισμό.

4. Το Διεθνές Γραφείο θα καταχωρήσει αμέσως τα σήματα που κατετέθησαν σύμφωνα με το άρθρο 2. Η διεθνής καταχώρηση θα φέρει την ημερομηνία παραλαβής της από το Γραφείο προελεύσεως, υπό τον όρο ότι η διεθνής αίτηση ελήφθη από το Διεθνές Γραφείο εντός προθεσμίας δύο (2) μηνών από της ημερομηνίας αυτής. Εάν η διεθνής αίτηση δεν παραληφθεί εντός της προθεσμίας αυτής, η διεθνής καταχώρηση θα φέρει ημερομηνία κατά την οποία η εν λόγω διεθνής αίτηση παρελήφθη από το Διεθνές Γραφείο. Το Διεθνές Γραφείο θα κοινοποιήσει χωρίς καθυστέρηση τη διεθνή καταχώρηση στα ενδιαφερόμενα Γραφεία. Τα σήματα που έχουν καταχωρηθεί στο διεθνές μητρώο θα δημοσιευθούν στην επίσημη εφημερίδα που εκδίδεται περιοδικά από το Διεθνές Γραφείο επί τη βάσει των ενδείξεων που περιέχονται στη διεθνή αίτηση.

5. Εν όψει της δημοσιότητας των καταχωρημένων στο διεθνές μητρώο σημάτων, κάθε Γραφείο θα λαμβάνει εκ μέρους του Διεθνούς Γραφείου έναν αριθμό δωρεάν εντύπων της εν λόγω επίσημης εφημερίδας και έναν αριθμό εντύπων με μειωμένη τιμή, σύμφωνα με τους όρους που καθορίζονται από τη Συνέλευση, περί της οποίας το άρθρο 10 (στο εξής καλούμενη "η Συνέλευση"). Η δημοσιότητα αυτή θα θεωρείται αρκετή για τους σκοπούς των Συμβαλλόμενων Μερών και ουδεμία άλλη δημοσίευση θα απαιτείται εκ μέρους του δικαιούχου της διεθνούς καταχωρήσεως.

Άρθρο 3 δις
Εδαφικές συνέπειες

Η προστασία που προκύπτει από τη διεθνή καταχώρηση δεν θα επεκτείνεται σε ένα Συμβαλλόμενο Μέρος παρά μόνο κατόπιν αιτήσεως του προσώπου που κατέθεσε τη διεθνή αίτηση ή που είναι δικαιούχος της διεθνούς καταχωρήσεως. Εν τούτοις, μια τέτοια αίτηση δεν μπορεί να γίνει χάριν ενός Συμβαλλόμενου Μέρους το Γραφείο του οποίου είναι το Γραφείο προελεύσεως.

Άρθρο 3 τρις
Αίτηση για "εδαφική επέκταση"

1. Κάθε αίτημα για επέκταση της προστασίας που προκύπτει από τη διεθνή καταχώρηση στην επικράτεια άλλου Συμβαλλομένου Μέρους θα πρέπει να μνημονεύεται ειδικά στη διεθνή αίτηση.

2. Αίτηση για εδαφική επέκταση δύναται επίσης να γίνει μεταγενεστέρως της διεθνούς καταχωρήσεως. Τέτοιο αίτημα θα πρέπει να παρουσιασθεί επί του εντύπου που ορίζεται από τον εκτελεστικό κανονισμό. Θα εγγράφεται αμέσως από το Διεθνές Γραφείο, το οποίο θα κοινοποιεί χωρίς καθυστέρηση την εγγραφή αυτή στο ενδιαφερόμενο ή στα ενδιαφερόμενα Γραφεία. Η εγγραφή αυτή θα δημοσιεύεται στην επίσημη εφημερίδα, που εκδίδεται περιοδικά από το Διεθνές Γραφείο. Η εδαφική αυτή επέκταση θα ισχύει από την ημερομηνία εγγραφής της στο διεθνές μητρώο, θα παύει να ισχύει με τη λήξη της ισχύος της διεθνούς καταχωρήσεως στην οποία αναφέρεται.

Άρθρο 4
Αποτελέσματα της διεθνούς καταχωρήσεως

1. α) Από της ημερομηνίας καταχωρήσεως ή εγγραφής που έγινε σύμφωνα με τις διατάξεις των άρθρων 3 και 3 τρις, η προστασία του σήματος σε κάθε ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος θα είναι η ίδια ως εάν το σήμα είχε κατατεθεί απευθείας στο Γραφείο του Συμβαλλόμενου Μέρους. Εάν καμία απόρριψη δεν έχει κοινοποιηθεί στο Διεθνές Γραφείο σύμφωνα με το άρθρο 5, 1) και 2) ή εάν η απόρριψη που κοινοποιήθηκε σύμφωνα με το ως άνω άρθρο έχει αποσυρθεί μεταγενέστερα, η προστασία του σήματος του Συμβαλλόμενου Μέρους θα είναι η ίδια και θα ισχύει από την ως άνω ημερομηνία, ως εάν το σήμα αυτό έχει καταχωρηθεί από το Γραφείο αυτού του Συμβαλλόμενου Μέρους.

β) Η ένδειξη των κατηγοριών προϊόντων και υπηρεσιών που προβλέπεται από το άρθρο 3 δεν δεσμεύει τα Συμβαλλόμενα Μέρη ως προς τον καθορισμό της εκτάσεως προστασίας του σήματος.

2. Κάθε διεθνής καταχώρηση απολαμβάνει του δικαιώματος προτεραιότητος που καθορίζεται από το άρθρο 4 της Συμφωνίας των Παρισίων για την Προστασία της Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας, χωρίς να είναι απαραίτητο να γίνουν οι διατυπώσεις που προβλέπονται στο γράμμα Δ του ανωτέρω άρθρου.

Άρθρο 4 δις
Αντικατάσταση εθνικής ή περιφερειακής καταχωρήσεως από μία διεθνή καταχώρηση

1. Όταν ένα σήμα που αποτελεί αντικείμενο εθνικής ή περιφερειακής καταχωρήσεως ενώπιον του Γραφείου ενός των Συμβαλλόμενων Μερών αποτελεί επίσης α-

ντικείμενο διεθνούς καταχωρήσεως και οι δύο καταχωρήσεις είναι εγγεγραμμένες στο όνομα του ίδιου προσώπου, η διεθνής καταχώρηση θεωρείται ότι αντικαθιστά την εθνική ή περιφερειακή καταχώρηση χωρίς βλάβη των κεκτημένων δικαιωμάτων εκ του γεγονότος αυτού υπό την επιφύλαξη ότι:

i) η προστασία που προκύπτει από τη διεθνή καταχώρηση επεκτείνεται στο εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος σύμφωνα με το άρθρο 3 τρις 1) ή 2),

ii) όλα τα προϊόντα και υπηρεσίες που απαριθμούνται εντός της εθνικής ή περιφερειακής καταχωρήσεως απαριθμούνται εξίσου εντός της διεθνούς καταχωρήσεως σχετικά με το περί ου ο λόγος Συμβαλλόμενο Μέρος,

iii) η ανωτέρω επέκταση τίθεται σε ισχύ μετά την ημερομηνία της εθνικής ή περιφερειακής καταχωρήσεως.

2. Το Γραφείο που αναφέρεται στην παράγραφο 1) υποχρεούται, κατόπιν αιτήσεως, να σημειώνει στο μητρώο του τη διεθνή καταχώρηση.

Άρθρο 5
Απόρριψη και ακύρωση των αποτελεσμάτων της διεθνούς καταχωρήσεως ως προς ορισμένα Συμβαλλόμενα Μέρη

1. Εφόσον η ισχύουσα νομοθεσία το επιτρέπει, το Γραφείο ενός Συμβαλλόμενου Μέρους στο οποίο το Διεθνές Γραφείο έχει κοινοποιήσει επέκταση σε αυτό το Συμβαλλόμενο Μέρος, σύμφωνα με το άρθρο 3 τρις 1) ή 2), της προστασίας που προκύπτει από μια διεθνή καταχώρηση, έχει τη δυνατότητα να δηλώσει σε μια κοινοποίηση περί της απόρριψης, ότι η προστασία δεν δύναται να χορηγηθεί στην επικράτεια του εν λόγω Συμβαλλόμενου Μέρους, για το σήμα που αποτελεί αντικείμενο της επεκτάσεως αυτής. Μια τέτοια απόρριψη δεν θα είναι δυνατόν να βασισθεί παρά μόνο στους λόγους που θα εφαρμόζονταν βάσει της Συμφωνίας των Παρισίων για την Προστασία της Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας, σε περίπτωση σήματος που έχει κατατεθεί απευθείας ενώπιον του Γραφείου που κοινοποιεί την απόρριψη. Εν τούτοις, η προστασία δεν είναι δυνατόν να μη γίνει δεκτή, ακόμη και κατά ένα μέρος της, για μόνο το λόγο ότι η ισχύουσα νομοθεσία δεν θα επέτρεπε την καταχώρηση παρά μόνο για έναν περιορισμένο αριθμό κατηγοριών ή για έναν περιορισμένο αριθμό προϊόντων και υπηρεσιών.

2. α) Κάθε Γραφείο που θα θελήσει να ασκήσει τη δυνατότητα αυτή θα πρέπει να κοινοποιήσει την απόρριψή του στο Διεθνές Γραφείο, με την ένδειξη όλων των λόγων, εντός προθεσμίας που προβλέπεται από την ισχύουσα στο Γραφείο αυτό νομοθεσία και το αργότερο, υπό την επιφύλαξη των υποπαραγράφων β) και γ), προ της παρελεύσεως έτους από την ημερομηνία κατά την οποία η κοινοποίηση της επεκτάσεως περί της οποίας η παράγραφος 1) εστάλη στο Γραφείο αυτό από το Διεθνές Γραφείο.

β. Παρά την υποπαράγραφο α), κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος δύναται να δηλώσει ότι για τις διεθνείς καταχωρήσεις που έγιναν βάσει του παρόντος Πρωτοκόλλου, η προθεσμία του ενός (1) έτους που αναφέρεται στην υποπαράγραφο α) αντικαθίσταται από την προθεσμία των δεκαοκτώ (18) μηνών.

γ. Η δήλωση αυτή δύναται εξάλλου να διευκρινίσει ότι, όταν μια απόρριψη προστασίας προκύπτει από μια ένσταση στην περιοχή της προστασίας, η απόρριψη αυτή δύναται να κοινοποιηθεί στο Διεθνές Γραφείο από το Γραφείο του ως άνω Συμβαλλόμενου Μέρους μετά την παρέλευση της προθεσμίας των δεκαοκτώ (18) μηνών. Ένα τέτοιο Γραφείο δύναται, έναντι μιας δεδομένης διεθνούς καταχωρήσεως, να κοινοποιήσει την απόρριψη προστασίας μετά την εκπνοή της 18μηνου προθεσμίας, αλλά μόνο εάν:

i. Έχει πληροφορηθεί το Διεθνές Γραφείο πριν από την εκπνοή της προθεσμίας των δεκαοκτώ (18) μηνών περί της δυνατότητας ότι θα κατατεθούν ενστάσεις μετά την εκπνοή της 18μηνου προθεσμίας.

ii. Η κοινοποίηση της απορρίψεως που βασίζεται σε ένσταση γίνει εντός προθεσμίας επτά (7) μηνών κατ' ανώτατο όριο, από της ημερομηνίας που αρχίζει να τρέχει η προθεσμία ενστάσεως. Εάν η προθεσμία ενστάσεως λήγει πριν από τους επτά (7) μήνες, η κοινοποίηση πρέπει να γίνει εντός προθεσμίας ενός (1) μηνός από της λήξεως της προθεσμίας της ενστάσεως.

δ. Κάθε δήλωση σύμφωνα με τις υποπαραγράφους β) και γ) δύναται να γίνει εντός των πλαισίων των νομικών πράξεων περί ων το άρθρο 14. 2), και η ημερομηνία κατά την οποία θα ισχύσει η δήλωση θα είναι η ίδια με την ημερομηνία έναρξης της ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου έναντι του κράτους ή του διακυβερνητικού οργανισμού που έκανε τη δήλωση. Μια τέτοια δήλωση είναι δυνατόν να γίνει μεταγενέστερα, οπότε η δήλωση θα αρχίσει να ισχύει τρεις μήνες μετά την παραλαβή της από το Γενικό Διευθυντή του Οργανισμού (στο εξής καλούμενος "Γενικός Διευθυντής"), ή από οποιαδήποτε μεταγενέστερη ημερομηνία που θα αναφέρεται στη δήλωση, σχετικά με τις διεθνείς καταχωρήσεις, η ημερομηνία των οποίων θα είναι η ίδια με εκείνη κατά την οποία η δήλωση αρχίζει να ισχύει ή που είναι μεταγενέστερη αυτής της ημερομηνίας.

ε. Μετά την εκπνοή μιας περιόδου δέκα (10) ετών από της ενάρξεως της ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου, η Συνέλευση θα προβεί σε επαλήθευση της λειτουργίας του συστήματος που καθορίζεται από τις υποπαραγράφους α) μέχρι δ). Εν συνεχεία, οι διατάξεις των προαναφερόμενων υποπαραγράφων θα είναι δυνατόν να τροποποιηθούν με ομόφωνη απόφαση της Συνελεύσεως.

3. Το Διεθνές Γραφείο θα μεταβιβάσει χωρίς καθυστέρηση στο δικαιούχο της διεθνούς καταχωρήσεως, ένα των αντιγράφων της κοινοποιήσεως περί της απορρίψεως. Ο εν λόγω δικαιούχος θα έχει τα ίδια μέσα προσφυγής ωσάν το σήμα να είχε κατατεθεί απευθείας ενώπιον του Γραφείου το οποίο κοινοποίησε την απόρριψή του. Όταν το Διεθνές Γραφείο λάβει την πληροφορία σύμφωνα με την παράγραφο 2. γ) i), θα μεταβιβάσει αμέσως την εν λόγω πληροφορία στο δικαιούχο της διεθνούς καταχωρήσεως.

4. Οι λόγοι απορρίψεως ενός σήματος κοινοποιούνται από το Διεθνές Γραφείο στους ενδιαφερομένους που θα το ζητήσουν.

5. Κάθε Γραφείο το οποίο ως προς μια δεδομένη διεθνή καταχώρηση δεν έχει κοινοποιήσει στο Διεθνές Γραφείο μια προσωρινή ή οριστική απόρριψη σύμφωνα με τις παραγράφους 1) και 2) θα απωλέσει, έναντι της διεθνούς αυτής καταχώρησης, το πλεονέκτημα του δικαιώματος που προβλέπεται από την παράγραφο 1).

6. Η ακύρωση των αποτελεσμάτων μιας διεθνούς καταχωρήσεως από τις αρμόδιες αρχές ενός Συμβαλλόμενου Μέρους στην επικράτεια αυτού δεν δύναται να γίνει χωρίς να δοθεί στον κάτοχο της διεθνούς καταχωρήσεως η δυνατότητα, σε εύθετο χρόνο, να διεκδικήσει τα δικαιώματά του. Η ακύρωση θα κοινοποιηθεί στο Διεθνές Γραφείο.

Άρθρο 5 δις
Δικαιολογητικά νομίμου χρήσεως
ορισμένων στοιχείων του σήματος

Τα δικαιολογητικά νομίμου χρήσεως ορισμένων στοιχείων που περιέχονται στα σήματα, όπως οικόσημα, θυρεοί, εικονογραφήσεις, τιμητικές διακρίσεις, τίτλοι, εμπορικές επωνυμίες ή ονόματα προσώπων διαφορετικών εκείνου του καταθέτου ή άλλες ανάλογες εγγραφές, που θα ήταν δυνατόν να ζητηθούν από τα Γραφεία των Συμβαλλόμενων Μερών, δεν χρειάζονται καμία επικύρωση ή πιστοποίηση πέραν αυτής του Γραφείου προελεύσεως.

Άρθρο 5 τρις
Αντίγραφο των εγγραφών του διεθνούς μητρώου - Έρευνα προτεραιότητας - Αποσπάσματα
του διεθνούς μητρώου

1. Το Διεθνές Γραφείο θα εκδίδει για κάθε πρόσωπο που θα το ζητήσει, επί καταβολή τιμήματος που θα καθοριστεί από τον εκτελεστικό κανονισμό, ένα αντίγραφο των εγγραφών που υπάρχουν στο διεθνές μητρώο εν σχέσει με ένα δεδομένο σήμα.

2. Το Διεθνές Γραφείο δύναται επίσης, επ' αμοιβή, να αναλάβει την αναζήτηση δικαιώματος προτεραιότητας μεταξύ των σημάτων που έχουν εγγραφεί στα διεθνή μητρώα.

3. Τα αποσπάσματα του διεθνούς μητρώου που ζητούνται, εν όψει της παραγωγής των σε ένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, απαλλάσσονται πάσας επικυρώσεως.

Άρθρο 6
Διάρκεια ισχύος της διεθνούς καταχωρήσεως - Εξάρτηση και ανεξαρτησία της διεθνούς
καταχωρήσεως

1. Η καταχώρηση σήματος στο Διεθνές Γραφείο γίνεται για διάρκεια δέκα (10) ετών με τη δυνατότητα ανανεώσεως υπό τους όρους του άρθρου 7.

2. Μετά την εκπνοή της προθεσμίας πέντε (5) ετών από την ημέρα της διεθνούς καταχωρήσεως, αυτή ανεξαρτητοποιείται από τη βασική αίτηση ή από την καταχώρηση από την οποία προέκυψε ή από τη βασική καταχώρηση ανάλογα με την περίπτωση υπό την επιφύλαξη των ακόλουθων διατάξεων.

3. Δεν είναι δυνατόν να γίνεται αναφορά στην προστασία που προκύπτει από τη διεθνή καταχώρηση, είτε αυτή έχει αποτελέσει αντικείμενο μεταβιβάσεως είτε όχι, εάν, πριν από την πάροδο πέντε (5) ετών από της ημερομηνίας της διεθνούς καταχωρήσεως, η βασική αίτηση ή η επελθούσα καταχώρηση ή η βασική καταχώρηση, αναλόγως της περιπτώσεως, έχει αποσυρθεί, έχει λήξει ή έχει εγκαταλειφθεί ή έχει γίνει αντικείμενο οριστικής αποφάσεως απορρίψεως, ανακλήσεως, διαγραφής ή ακυρώσεως εν σχέσει με το σύνολο ή με ορισμένα των προϊόντων ή των υπηρεσιών που απαριθμούνται εντός της διεθνούς καταχωρήσεως. Το ίδιο ισχύει επίσης εάν:

i. μια προσφυγή κατά αποφάσεως που αρνείται τα αποτελέσματα της βασικής αιτήσεως,

ii. μια αγωγή που αποβλέπει στην απόσυρση της βασικής αιτήσεως ή της ανάκλησής της, στη διαγραφή ή στην ακύρωση της καταχωρήσεως που προέρχεται από τη βασική αίτηση ή την καταχώρηση, ή

iii. μια ένσταση κατά της βασικής αιτήσεως καταλήγει μετά από παρέλευση της περιόδου πέντε (5) ετών, σε οριστική απόφαση απορρίψεως, ανακλήσεως, διαγραφής ή ακυρώσεως ή αποφάσεως που απαιτεί την απόσυρση, της βασικής αιτήσεως ή της καταχωρήσεως που προκύπτει από αυτήν ή της βασικής καταχωρήσεως, αναλόγως της περιπτώσεως, υπό την προϋπόθεση ότι η προσφυγή ή η αγωγή ή η σχετική ένσταση έχει κατατεθεί πριν εκπνεύσει η ως άνω περίοδος. Το ίδιο συμβαίνει εάν η βασική αίτηση έχει αποσυρθεί ή η καταχώρηση που προκύπτει από τη βασική αίτηση ή η βασική καταχώρηση αποτελεί αντικείμενο παραιτήσεως, μετά την εκπνοή της περιόδου των πέντε (5) ετών, υπό την προϋπόθεση ότι κατά την απόσυρση ή την παραίτηση η εν λόγω αίτηση ή καταχώρηση είναι το αντικείμενο της διαδικασίας που προβλέπεται στα σημεία i), ii) ή iii) και ότι η διαδικασία αυτή άρχισε προ της εκπνοής της εν λόγω περιόδου.

4. Το Γραφείο Προελεύσεως θα κοινοποιήσει στο Διεθνές Γραφείο, κατά τις διατάξεις του εκτελεστικού κανονισμού, τα γεγονότα και τις προσήκουσες αποφάσεις σύμφωνα με την παράγραφο 3) και το Διεθνές Γραφείο θα κοινοποιήσει στα ενδιαφερόμενα μέρη και θα προβεί σε κάθε αντίστοιχη δημοσίευση, όπως περιγράφεται στον εκτελεστικό κανονισμό. Το Γραφείο Προελεύσεως θα ζητήσει, αναλόγως της περιπτώσεως, από το Διεθνές Γραφείο, να διαγράψει κατά το προσήκον μέτρο, τη διεθνή καταχώρηση και το Διεθνές Γραφείο θα δώσει συνέχεια στην αίτησή του.

Άρθρο 7
Ανανέωση της διεθνούς καταχωρήσεως

1. Κάθε διεθνής καταχώρηση δύναται να ανανεωθεί για μια περίοδο δέκα (10) ετών από της εκπνοής της προηγούμενης περιόδου, δι' απλής καταβολής του βασικού τέλους και υπό την επιφύλαξη του άρθρου 8. 7), των συμπληρωματικών και επιπλέον τελών που προβλέπονται από το άρθρο 8.

2. Η ανανέωση ουδεμία τροποποίηση δύναται να επιφέρει στη διεθνή καταχώρηση στην τελευταία της μορφή.

3. Έξι (6) μήνες προ της εκπνοής της προθεσμίας προστασίας, το Διεθνές Γραφείο θα υπενθυμίσει στο δικαιούχο της διεθνούς καταχωρήσεως και, κατά περίπτωση, στον αντιπρόσωπό του, την ακριβή ημερομηνία της εκπνοής αυτής, δι' αποστολής ανεπισήμου ανακοινώσεως.

4. Επί καταβολή προσθέτου τέλους, που καθορίζεται από τον εκτελεστικό κανονισμό, θα παρέχεται χαριστική προθεσμία έξι (6) μηνών για την ανανέωση της διεθνούς καταχωρήσεως.

Άρθρο 8
Τέλη για τη διεθνή αίτηση και τη διεθνή καταχώρηση

1. Το Γραφείο προελεύσεως θα έχει το δικαίωμα να καθορίζει τη διακριτική του ευχέρεια και να εισπράττει προς όφελός του ένα τέλος από τον καταθέτη ή το δικαιούχο της διεθνούς καταχωρήσεως, επ' ευκαιρία της καταθέσεως διεθνούς αιτήσεως ή ανανεώσεως της διεθνούς καταχωρήσεως.

2. Η καταχώρηση σήματος στο Διεθνές Γραφείο υπόκειται στην προκαταβολή ενός διεθνούς τέλους που θα περιλαμβάνει, υπό την επιφύλαξη της παραγράφου 7.α.:

i) ένα βασικό τέλος,

ii) ένα συμπληρωματικό τέλος για κάθε κατηγορία της διεθνούς ταξινομήσεως, πέραν της τρίτης, εντός της οποίας ταξινομούνται τα προϊόντα και οι υπηρεσίες στις οποίες εφαρμόζεται το σήμα.

iii) ένα συμπλήρωμα τέλους για κάθε αίτηση επεκτάσεως προστασίας σύμφωνα με το άρθρο 3 τρις.

3. Εν τούτοις, το συμπληρωματικό τέλος που καθορίζεται από την παράγραφο 2. ii) είναι δυνατόν να καταβληθεί εντός προθεσμίας που ορίζεται από τον εκτελεστικό κανονισμό, εάν ο αριθμός των κατηγοριών προϊόντων ή υπηρεσιών έχει καθορισθεί ή αμφισβητηθεί από το Διεθνές Γραφείο και χωρίς να επέλθει βλάβη ως προς την ημερομηνία της διεθνούς καταχωρήσεως. Εάν κατά την εκπνοή της ως άνω προθεσμίας το συμπληρωματικό τέλος δεν έχει καταβληθεί ή εάν οι κατηγορίες των προϊόντων ή υπηρεσιών δεν έχουν περιοριστεί από τον καταθέτη κατά το αναγκαίο μέτρο, η διεθνής αίτηση θα θεωρείται ως εγκαταλειφθείσα.

4. Τα ετήσια έσοδα από τις διάφορες εισπράξεις των διεθνών καταχωρήσεων, εκτός των εσόδων που προέρχονται από τα τέλη που αναφέρονται στην παράγραφο 2. ii) και iii), θα κατανέμονται κατ' ισομοιρίαν μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών με τη φροντίδα του Διεθνούς Γραφείου, μετά από την αφαίρεση των εξόδων και βαρών που απαιτούνται για την εκτέλεση του παρόντος Πρωτοκόλλου.

5. Τα ποσά που προέρχονται από τα συμπληρωματικά τέλη της παραγράφου 2. ii) θα κατανέμονται στο τέλος κάθε έτους μεταξύ των ενδιαφερόμενων Συμβαλλόμενων Μερών, κατ' αναλογία με τον αριθμό των σημάτων για τα οποία εζητήθη η προστασία ενός εκάστου αυτών κατά τη διάρκεια του προηγούμενου έτους και για τα Συμβαλλόμενα Μέρη που προβαίνουν σε εξέταση, ο αριθμός αυτός θα πολλαπλασιάζεται με ένα συντελεστή ο οποίος θα καθορίζεται από τον εκτελεστικό κανονισμό.

6. Τα ποσά που θα προέρχονται από τα συμπληρώματα των τελών της παραγράφου 2.ii) θα κατανέμονται βάσει των ιδίων κανόνων με εκείνα της παραγράφου 5.

7.α. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος δύναται να δηλώσει ότι από κάθε διεθνή καταχώρηση στην οποία μνημονεύεται το Μέρος αυτό, σύμφωνα με το άρθρο 3 τρις, ως επίσης και από την ανανέωση μιας διεθνούς καταχωρήσεως, επιθυμεί να λαμβάνει, αντί μεριδίου των εσόδων που προέρχονται από τα συμπληρωματικά τέλη και τα συμπληρώματα τελών, ένα τέλος (στο εξής καλούμενο "ατομικό τέλος"), το ποσό του οποίου αναγράφεται στη δήλωση και δύναται να τροποποιηθεί στις μεταγενέστερες δηλώσεις. Το ποσό αυτό δεν δύναται να είναι ανώτερο ποσού ίσου προς εκείνο που προκύπτει μετά την αφαίρεση των απαιτούμενων για τη διεθνή διαδικασία παρακρατήσεων, τις οποίες το Γραφείο του Συμβαλλόμενου Μέρους δικαιούται να εισπράξει από έναν καταθέτη για μια δεκαετή καταχώρηση ή από τον κάτοχο μιας καταχωρήσεως για μια δεκαετή ανανέωση της καταχωρήσεως αυτής του σήματος στο μητρώο του ως άνω Γραφείου. Σε περίπτωση καταβολής ατομικού τέλους:

i. ουδέν συμπληρωματικό τέλος της παραγράφου 2. ii) οφείλεται εάν τα Συμβαλλόμενα Μέρη που έχουν κάνει δήλωση σύμφωνα με την παρούσα υποπαράγραφο μνημονεύονται κατά το άρθρο 3 τρις και,

ii. ουδέν συμπλήρωμα τέλους του άρθρου 2. iii) οφείλεται από Συμβαλλόμενο Μέρος που έχει κάνει δήλωση σύμφωνα με την παρούσα υποπαράγραφο.

β. Κάθε δήλωση της υποπαραγράφου α' δύναται να γίνει μέσω των πράξεων του άρθρου 14. 2) και η ημερομηνία κατά την οποία θα αρχίσει να ισχύει θα είναι η ίδια με την ημερομηνία της ενάρξεως της ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου στο Κράτος ή το διακυβερνητικό Οργανισμό που πραγματοποίησε τη δήλωση. Τέτοια δήλωση είναι δυνατόν να γίνει μεταγενέστερα, οπότε η δήλωση θα ισχύει τρεις (3) μήνες μετά την παραλαβή της από τον Γενικό Διευθυντή ή σε μεταγενέστερη ημερομηνία που θα αναφέρεται εντός της δηλώσεως αυτής, εν σχέσει με διεθνείς καταχωρήσεις των οποίων η ημερομηνία είναι ίδια ή μεταγενέστερη της ημερομηνίας ενάρξεως ισχύος της δήλωσης.

Άρθρο 9
Εγγραφή αλλαγής δικαιούχου
της διεθνούς καταχωρήσεως

Κατόπιν αιτήσεως του προσώπου, στο όνομα του οποίου έχει εγγραφεί η διεθνής καταχώρηση ή αιτήσεως του ενδιαφερόμενου Γραφείου αυτεπαγγέλτως ή κατόπιν αιτήσεως ενδιαφερόμενου προσώπου, το Διεθνές Γραφείο εγγράφει στο διεθνές μητρώο κάθε αλλαγή του δικαιούχου της καταχωρήσεως αυτής, έναντι του συνόλου ή ορισμένων Συμβαλλόμενων Μερών επί της επικρατείας των οποίων ισχύει η καταχώρηση και για το σύνολο ή μέρος των προϊόντων και υπηρεσιών που απαριθμούνται στην καταχώρηση, υπό την προϋπόθεση ότι ο νέος δικαιούχος είναι πρόσωπο το οποίο δικαιούται να υποβάλλει διεθνείς αιτήσεις κατά το άρθρο 2. i).

Άρθρο 9 δις
Εγγραφές ορισμένων θεμάτων σχετικών με διεθνείς
καταχωρήσεις

Το Διεθνές Γραφείο εγγράφει στο διεθνές μητρώο:

i. κάθε τροποποίηση σχετική με το όνομα ή τη διεύθυνση του δικαιούχου της διεθνούς καταχωρήσεως,

ii. τον ορισμό διορισμό πληρεξουσίου του δικαιούχου καθώς και οποιοδήποτε άλλο σχετικό στοιχείο που αφορά τον πληρεξούσιο αυτόν,

iii. κάθε περιορισμό έναντι του συνόλου ή ορισμένων των Συμβαλλόμενων Μερών, των προϊόντων και των υπηρεσιών που απαριθμούνται στη διεθνή καταχώρηση,

iv. κάθε παραίτηση, διαγραφή ή ακύρωση της διεθνούς καταχωρήσεως έναντι του συνόλου ή ορισμένων Συμβαλλόμενων Μερών,

v. κάθε άλλο προσήκον στοιχείο που περιέχεται στον εκτελεστικό κανονισμό και αφορά τα δικαιώματα επί ενός σήματος που αποτελεί το αντικείμενο μιας διεθνούς καταχωρήσεως.

Άρθρο 9 τρις
Τέλη για ορισμένες εγγραφές

Για κάθε εγγραφή που διενεργείται σύμφωνα με το άρθρο 9 ή 9 δις είναι δυνατόν να ζητηθεί η καταβολή τέλους.

Άρθρο 9 τετράκις
Κοινό Γραφείο πολλών Συμβαλλόμενων Κρατών

1. Εάν πολλά Συμβαλλόμενα Κράτη συμφωνούν να πραγματοποιήσουν την ενοποίηση της εθνικής τους νομοθεσίας περί σημάτων, θα μπορούν να πληροφορήσουν το Γενικό Διευθυντή:

i. ότι ένα κοινό Γραφείο αντικαθιστά τα Εθνικά Γραφεία εκάστου των κρατών,

ii. ότι το σύνολο των επικρατειών τους θα πρέπει να θεωρείται ως ένα κράτος, όσον αφορά την αίτηση ως προς την εφαρμογή του συνόλου ή μέρους των διατάξεων που προηγούνται του παρόντος άρθρου, καθώς και των διατάξεων των άρθρων 9 πεντάκις και εξάκις.

2. Η ισχύς της κοινοποιήσεως αυτής αρχίζει τρεις (3) μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία ο Γενικός

Διευθυντής θα την ανακοινώσει στα λοιπά Συμβαλλόμενα Μέρη.

Άρθρο 9 πεντάκις
Μετατροπή διεθνούς καταχωρήσεως σε εθνικές ή περιφερειακές αιτήσεις

Εάν, σε περίπτωση που η διεθνής καταχώρηση έχει ακυρωθεί με αίτηση του Γραφείου προελεύσεως, σύμφωνα με το άρθρο 6. 4, σε σχέση με το σύνολο ή μέρος των προϊόντων και υπηρεσιών που απαριθμούνται στην εν λόγω καταχώρηση, το πρόσωπο που ήταν δικαιούχος της διεθνούς καταχωρήσεως καταθέσει αίτηση καταχωρήσεως του ίδιου σήματος ενώπιον του Γραφείου ενός των Συμβαλλόμενων Μερών στην επικράτεια του οποίου ίσχυε η διεθνής καταχώρηση, η αίτηση αυτή θεωρείται ωσάν να είχε κατατεθεί κατά την ημερομηνία της διεθνούς καταχωρήσεως του άρθρου 3. 4) ή κατά την ημερομηνία εγγραφής της εδαφικής επεκτάσεως σύμφωνα με το άρθρο 3 τρις 2) και, εάν η διεθνής καταχώρηση τύγχανε προτεραιότητας, η αίτηση αυτή θα τύχει της ιδίας προτεραιότητας υπό την επιφύλαξη:

i. ότι η εν λόγω αίτηση θα κατατεθεί εντός τριών (3) μηνών από της ημερομηνίας διαγραφής της διεθνούς καταχωρήσεως,

ii. ότι τα προϊόντα και οι υπηρεσίες που απαριθμούνται στην αίτηση καλύπτονται πράγματι από τον κατάλογο προϊόντων και υπηρεσιών που περιέχονται στη διεθνή καταχώρηση ως προς το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος και

iii. ότι η αίτηση αυτή είναι σύμφωνη με όλες τις απαιτήσεις της εφαρμοζόμενης νομοθεσίας συμπεριλαμβανομένης και της φορολογικής.

Άρθρο 9 εξάκις
Προστασία της Συμφωνίας της Μαδρίτης (Στοκχόλμης)

1. Όταν, όσον αφορά μια διεθνή αίτηση ή μία διεθνή καταχώρηση, το Γραφείο προελεύσεως είναι το Γραφείο Κράτους Μέρους τόσο του παρόντος Πρωτοκόλλου όσο και της Συμφωνίας της Μαδρίτης (Στοκχόλμης), οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου δεν εφαρμόζονται στην επικράτεια οποιουδήποτε άλλου Κράτους που είναι επίσης μέρος ταυτοχρόνως του παρόντος Πρωτοκόλλου και της Συμφωνίας της Μαδρίτης (Στοκχόλμης).

2. Η συνέλευση δύναται με πλειοψηφία τριών τετάρτων να καταργήσει την παράγραφο 1) ή να περιορίσει την εφαρμογή της παραγράφου 1) μετά την εκπνοή της προθεσμίας δέκα (10) ετών από της ενάρξεως της ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου αλλά όχι προ της εκπνοής προθεσμίας πέντε (5) ετών από της ημερομηνίας κατά την οποία η πλειοψηφία των χωρών - μελών της Συμφωνίας της Μαδρίτης (Στοκχόλμης) έγιναν Μέρη του παρόντος Πρωτοκόλλου. Μόνο τα κράτη που αποτελούν μέρη της ανωτέρω Συμφωνίας και του παρόντος Πρωτοκόλλου έχουν δικαίωμα συμμετοχής στην ψηφοφορία στη Συνέλευση.

Άρθρο 10
Συνέλευση

1. α. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη είναι μέλη της ίδιας Συνελεύσεως με τα Κράτη-Μέλη της Συμφωνίας της Μαδρίτης (Στοκχόλμης).

β. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος αντιπροσωπεύεται στη Συνέλευση αυτή από έναν αντιπρόσωπο, ο οποίος μπορεί να έχει τη συμπαράσταση αναπληρωτών συμβούλων και εμπειρογνωμόνων.

γ. Οι δαπάνες εκάστης αντιπροσωπείας βαρύνουν το Συμβαλλόμενο Μέρος που τη διορίζει, εκτός των εξόδων ταξιδίου και ημερήσιας αποζημιώσεως για διαμονή, που αφορούν έναν αντιπρόσωπο για κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, τα οποία βαρύνουν την Ένωση.

2. Η Συνέλευση, εκτός των αρμοδιοτήτων που της ανήκουν βάσει της Συμφωνίας της Μαδρίτης (Στοκχόλμης):

i. πραγματεύεται όλα τα θέματα που αφορούν στην εφαρμογή του παρόντος Πρωτοκόλλου,

ii. δίδει οδηγίες προς το Διεθνές Γραφείο σε σχέση με την προετοιμασία των συνδιασκέψεων αναθεώρησης του παρόντος Πρωτοκόλλου, λαμβανομένων υπόψη των παρατηρήσεων των χωρών της Ενώσεως, οι οποίες δεν αποτελούν Συμβαλλόμενα Μέρη του παρόντος Πρωτοκόλλου,

iii. υιοθετεί και τροποποιεί τις διατάξεις του εκτελεστικού κανονισμού που αφορούν την εφαρμογή του παρόντος Πρωτοκόλλου,

iv. εκτελεί όλες τις λοιπές αρμοδιότητες που απορρέουν από το παρόν Πρωτόκολλο.

3. α. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος διαθέτει μία ψήφο στη Συνέλευση. Επί των θεμάτων που αφορούν μόνο χώρες - μέλη της Συμφωνίας της Μαδρίτης (Στοκχόλμης), τα Συμβαλλόμενα Μέρη που δεν ειναι μέλη της Συμφωνίας δεν έχουν δικαίωμα ψήφου, ενώ επί θεμάτων που αφορούν μόνο τα Συμβαλλόμενα Μέρη, δικαίωμα ψήφου έχουν μόνο τα τελευταία.

β. Το ήμισυ των μελών της Συνελεύσεως που έχουν δικαίωμα ψήφου επί ενός δεδομένου θέματος, αποτελεί την απαρτία για την ψηφοφορία επ' αυτού του θέματος.

γ. Παρά τη διάταξη της υποπαραγράφου β', εάν κατά τη διάρκεια συνεδριάσεως, ο αριθμός των μελών της Συνελεύσεως που έχουν δικαίωμα ψήφου επί δεδομένου ζητήματος και που εκπροσωπούνται είναι μικρότερος του ημίσεως αλλά ίσος ή μεγαλύτερος του ενός τρίτου των μελών της συνελεύσεως που έχουν δικαίωμα ψήφου επί του δεδομένου αυτού ζητήματος, η Συνέλευση μπορεί να λαμβάνει αποφάσεις· εν τούτοις οι αποφάσεις της Συνελεύσεως, εξαιρέσει αυτών που αφορούν στη διαδικασία της, δεν καθίστανται εκτελεστές παρά μόνον όταν πληρούνται οι παρακάτω αναφερόμενες προϋποθέσεις. Το Διεθνές Γραφείο γνωστοποιεί τις εν λόγω αποφάσεις στα μέλη της Συνελεύσεως που έχουν δικαίωμα ψήφου επί του εν λόγω ζητήματος και δεν εκπροσωπούντο, καλώντας τα μέλη αυτά να εκφράσουν γραπτώς εντός προθεσμίας τριών (3) μηνών από της ημερομηνίας της γνωστοποιήσεως αυτής, την ψήφο τους ή την αποχή τους. Εάν, παρελθούσης της προθεσμίας αυτής, ο αριθμός των μελών αυτών που εξέφρασαν την ψήφο ή την αποχή τους κατ' αυτόν τον τρόπο είναι τουλάχιστον ίσος προς τον αριθμό των μελών που έλειπαν για την ύπαρξη απαρτίας κατά τη συνεδρίαση, οι αποφάσεις αυτές γίνονται εκτελεστές, υπό τον όρο ότι ταυτοχρόνως έχει επιτευχθεί η αναγκαία πλειοψηφία.

δ. Υπό την επιφύλαξη των διατάξεων των άρθρων 5. 2ε, 9 εξάκις 2, 12 και 13. 2, οι αποφάσεις της Συνελεύσεως λαμβάνονται με πλειοψηφία των δύο τρίτων των ψηφισάντων.

ε. Η αποχή δεν θεωρείται ψήφος.

στ. Ένας αντιπρόσωπος δεν δύναται να αντιπροσωπεύει παρά μόνο ένα μέλος της Συνελεύσεως και να ψηφίζει παρά μόνο στο όνομα αυτού.

4. Επιπλέον των συνεδριάσεων σε τακτικές και έκτακτες συνόδους, σύμφωνα με τη Συμφωνία της Μα-

δρίτης (Στοκχόλμης), η Συνέλευση συνεδριάζει σε έκτακτη σύνοδο κατόπιν προσκλήσεως του Γενικού Διευθυντή και κατόπιν αιτήσεως ενός τετάρτου των μελών της Συνελεύσεως που έχουν δικαίωμα ψήφου επί του θέματος που προτείνεται να περιληφθεί στην ημερήσια διάταξη της συνόδου.

Η ημερήσια διάταξη μιας τέτοιας έκτακτης συνόδου της προετοιμάζεται από το Γενικό Διευθυντή.

Άρθρο 11
Διεθνές Γραφείο

1. Οι εργασίες που σχετίζονται με τη διεθνή καταχώρηση, σύμφωνα με το παρόν Πρωτόκολλο, καθώς και οι λοιπές διοικητικές εργασίες που αφορούν στο παρόν Πρωτόκολλο, διενεργούνται από το Διεθνές Γραφείο.

2.α. Το Διεθνές Γραφείο σύμφωνα με τις οδηγίες της Συνελεύσεως, προετοιμάζει τις συνδιασκέψεις αναθεώρησης του παρόντος Πρωτοκόλλου.

β. Το Διεθνές Γραφείο δύναται να συμβουλεύεται διακυβερνητικούς οργανισμούς και διεθνείς μη κυβερνητικούς οργανισμούς επί της προετοιμασίας των εν λόγω αναθεωρητικών συνδιασκέψεων.

γ. Ο Γενικός Διευθυντής και τα πρόσωπα που διορίζονται από αυτόν λαμβάνουν μέρος, χωρίς ψήφο, στις συζητήσεις των εν λόγω αναθεωρητικών συνδιασκέψεων.

3. Το Διεθνές Γραφείο εκτελεί όλες τις λοιπές εργασίες που του ανατίθενται και που αφορούν στο παρόν Πρωτόκολλο.

Άρθρο 12
Οικονομικά

Όσον αφορά στα Συμβαλλόμενα Μέρη, τα οικονομικά της Ενώσεως διέπονται από τις ίδιες διατάξεις με εκείνες που αναφέρονται στο άρθρο 12 της Συμφωνίας της Μαδρίτης (Στοκχόλμης) εξυπακουομένου ότι κάθε παραπομπή στο άρθρο 8 της εν λόγω Συμφωνίας θεωρείται ως παραπομπή στο άρθρο 8 του παρόντος Πρωτοκόλλου. Εξάλλου, σύμφωνα με τους σκοπούς του άρθρου 12. 6β της εν λόγω Συμφωνίας, οι συμβαλλόμενοι οργανισμοί θεωρούνται, υπό την επιφύλαξη ομοφώνου αντιθέτου αποφάσεως της Συνελεύσεως, ως ανήκοντες στην τάξη των εισφορών 1 (ένα) σύμφωνα με τη Συμφωνία των Παρισίων περί προστασίας της βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

Άρθρο 13
Τροποποίηση ορισμένων άρθρων του Πρωτοκόλλου

1. Προτάσεις τροποποιήσεως των άρθρων 10, 11, 12, καθώς και του παρόντος άρθρου είναι δυνατόν να υποβληθούν από κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ή από το Γενικό Διευθυντή. Οι προτάσεις αυτές γνωστοποιούνται από τον τελευταίο στα Συμβαλλόμενα Μέρη έξι (6) μήνες τουλάχιστον προ της υποβολής τους για εξέταση στη Συνέλευση.

2. Κάθε τροποποίηση των άρθρων που προβλέπεται από την παράγραφο 1 ως άνω, θα εγκρίνεται από τη Συνέλευση. Η έγκριση απαιτεί τα τρία τέταρτα των ψηφισάντων· εν τούτοις, κάθε τροποποίηση του άρθρου 10 και της παρούσας παραγράφου απαιτεί τα τέσσερα πέμπτα των ψηφισάντων.

3. Κάθε τροποποίηση των άρθρων που προβλέπεται από την παράγραφο 1 τίθεται σε ισχύ ένα (1) μήνα μετά την παραλαβή από τον Γενικό Διευθυντή εγγράφου ειδοποιήσεως της αποδοχής, που έχει γίνει σύμφωνα με τους αντίστοιχους συνταγματικούς κανόνες, εκ μέρους των τριών τετάρτων των κρατών και των διακυβερνητικών οργανισμών μελών της Συνελεύσεως, κατά το χρόνο της εγκρίσεως της τροποποιήσεως και εχόντων δικαίωμα ψήφου επί της τροποποιήσεως. Κάθε τροποποίηση των προαναφερόμενων άρθρων που γίνεται αποδεκτή κατ' αυτόν τον τρόπο δεσμεύει όλα τα κράτη και τους διακυβερνητικούς οργανισμούς που αποτελούν Συμβαλλόμενα Μέρη από τη στιγμή της ενάρξεως ισχύος της τροποποιήσεως ή από τη στιγμή που θα αποκτήσουν την ιδιότητα του Συμβαλλομένου Μέρους μεταγενεστέρως.

Άρθρο 14
Διαδικασίες για να καταστεί τις μέλος του Πρωτοκόλλου· έναρξη ισχύος

1. α. Όλα τα κράτη που είναι Συμβαλλόμενα Μέρη της Συμφωνίας των Παρισίων περί της προστασίας της βιομηχανικής ιδιοκτησίας δύνανται να γίνουν Συμβαλλόμενα Μέρη του παρόντος Πρωτοκόλλου.

β. Εξάλλου, κάθε διακυβερνητικός οργανισμός είναι δυνατόν επίσης να γίνει Συμβαλλόμενο Μέρος του παρόντος Πρωτοκόλλου όταν συντρέχουν οι ακόλουθες προϋποθέσεις:

i. ένα τουλάχιστον των Κρατών-Μελών αυτού του οργανισμού είναι μέρος της Συμφωνίας των Παρισίων περί προστασίας της βιομηχανικής ιδιοκτησίας,

ii. ο ως άνω οργανισμός διατηρεί τοπικό Γραφείο για την καταχώρηση των σημάτων που προστατεύονται στην επικράτεια του οργανισμού αυτού, υπό την επιφύλαξη ότι ένα τέτοιο Γραφείο δεν αποτελεί αντικείμενο κοινοποιήσεως κατά τις διατάξεις του άρθρου 9 τετράκις.

2. Κάθε κράτος ή οργανισμός της παραγράφου 1 που αναφέρεται στην παράγραφο 1 δύναται να υπογράψει το παρόν Πρωτόκολλο. Κάθε κράτος ή οργανισμός της παραγράφου 1 δύναται, εάν υπέγραψε το παρόν Πρωτόκολλο, να καταθέσει πράξη επικυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως του παρόντος Πρωτοκόλλου ή, εάν δεν υπέγραψε το παρόν Πρωτόκολλο, δύναται να καταθέσει πράξη προσχωρήσεως στο παρόν Πρωτόκολλο.

3. Οι πράξεις της παραγράφου 2 κατατίθενται στο Γενικό Διευθυντή.

4. α. Η ισχύς του παρόντος Πρωτοκόλλου αρχίζει τρεις (3) μήνες από την κατάθεση τεσσάρων πράξεων επικύρωσης, αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως, υπό την επιφύλαξη ότι μία τουλάχιστον από τις πράξεις αυτές κατετέθη από μία χώρα-μέλος της Συμφωνίας της Μαδρίτης (Στοκχόλμης) και μία ακόμη από τις πράξεις αυτές κατετέθη από ένα κράτος που δεν είναι μέλος της Συμφωνίας της Μαδρίτης (Στοκχόλμης) ή από έναν από τους οργανισμούς της παραγράφου 1.β.

β. Σε σχέση με κάθε άλλο κράτος ή οργανισμό της παραγράφου 1 η ισχύς του παρόντος Πρωτοκόλλου αρχίζει μετά τρεις (3) μήνες από την ημερομηνία κατά την οποία η επικύρωση, η αποδοχή, η έγκριση ή η προσχώρηση κοινοποιήθηκε στο Γενικό Διευθυντή.

5. Κάθε κράτος ή οργανισμός της παραγράφου 1 κατά την κατάθεση των πράξεων επικυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως του παρόντος Πρωτοκόλλου ή της πράξεως προσχωρήσεως στο εν λόγω Πρωτόκολλο, δύναται να δηλώσει ότι η προστασία που προκύπτει από μια διεθνή καταχώρηση βάσει του παρόντος Πρωτοκόλλου προ της ενάρξεως ισχύος του, δεν είναι δυνατόν να αποτελέσει αντικείμενο επεκτάσεως ως προς αυτό.

Άρθρο 15
Καταγγελία

1. Το παρόν Πρωτόκολλο ισχύει χωρίς χρονικούς περιορισμούς.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος δύναται να καταγγείλει το παρόν Πρωτόκολλο με κοινοποίηση απευθυνόμενη στο Γενικό Διευθυντή.

3. Η ενέργεια της καταγγελίας αρχίζει ένα (1) έτος από την ημέρα που ο Γενικός Διευθυντής παρέλαβε την κοινοποίηση.

4. Η δυνατότητα καταγγελίας που προβλέπεται από το παρόν άρθρο δεν μπορεί να ασκηθεί από κανένα Συμβαλλόμενο Μέρος προ της εκπνοής της προθεσμίας πέντε (5) ετών από την ημερομηνία ενάρξεως της ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου εν σχέσει με το Συμβαλλόμενο αυτό Μέρος.

5. α. Όταν ένα σήμα αποτελεί αντικείμενο διεθνούς καταχωρήσεως με ισχύ εντός της επικρατείας του κράτους ή του διακυβερνητικού οργανισμού που καταγγέλλει το παρόν Πρωτόκολλο, την ημέρα κατά την οποία ενεργοποιείται η καταγγελία ο δικαιούχος της εν λόγω καταχωρήσεως δύναται να καταθέσει στο Γραφείο του κράτους αυτού ή του οργανισμού αίτηση εγγραφής του ίδιου σήματος η οποία θα θεωρηθεί ως εάν είχε κατατεθεί την ημερομηνία της διεθνούς καταχωρήσεως σύμφωνα με το άρθρο 3.4 ή την ημερομηνία εγγραφής της εδαφικής επεκτάσεως σύμφωνα με το άρθρο 3 τρις 2. και, εάν η καταχώρηση αυτή ετύγχανε προτεραιότητος, θα τύχει της ίδιας προτεραιότητος υπό την επιφύλαξη:

i. ότι η εν λόγω αίτηση θα κατατεθεί εντός διαστήματος δύο (2) ετών από την ημέρα κατά την οποία η καταγγελία τέθηκε σε ισχύ·

ii. ότι τα προϊόντα και οι υπηρεσίες που απαριθμούνται στην αίτηση θα καλυφθούν πράγματι από τον κατάλογο των προϊόντων και υπηρεσιών που αναφέρονται στη διεθνή καταχώρηση εν σχέσει με το κράτος ή το διακυβερνητικό οργανισμό που κατήγγειλε το παρόν Πρωτόκολλο·

iii. ότι η εν λόγω αίτηση είναι σύμφωνη με όλες τις απαιτήσεις της ισχύουσας νομοθεσίας, συμπεριλαμβανομένης και της φορολογικής.

β. Οι διατάξεις της υποπαραγράφου α' εφαρμόζονται επίσης όσον αφορά σήματα που αποτελούν αντικείμενο διεθνούς καταχωρήσεως που ισχύει στην επικράτεια των Συμβαλλόμενων Μερών εκτός του κράτους ή του διακυβερνητικού οργανισμού που κατήγγειλε το παρόν Πρωτόκολλο την ημέρα κατά την οποία η καταγγελία ενεργοποιείται και των οποίων ο δικαιούχος λόγω της καταγγελίας δεν εξουσιοδοτείται να καταθέτει διεθνείς αιτήσεις σύμφωνα με το άρθρο 2.1.

Άρθρο 16
Υπογραφές, γλώσσες, αρμοδιότητες
του θεματοφύλακα

1. α. Το παρόν Πρωτόκολλο υπογράφεται σε ένα μόνο αντίγραφο στη γαλλική, αγγλική και ισπανική γλώσσα και κατατίθεται στο Γενικό Διευθυντή όταν παύσει να είναι ανοικτό για υπογραφή στη Μαδρίτη. Τα κείμενα και στις τρεις γλώσσες έχουν την ίδια ισχύ.

β. Επίσημα κείμενα του παρόντος Πρωτοκόλλου εκδίδονται από το Γενικό Διευθυντή, μετά από σύσκεψη με τις ενδιαφερόμενες κυβερνήσεις ή οργανισμούς στη γερμανική, αραβική, κινεζική, ιταλική, ιαπωνική, πορτογαλική, και ρωσική γλώσσα, όπως επίσης και σε άλλες γλώσσες που θα υποδείξει η Συνέλευση.

2. Το παρόν Πρωτόκολλο παραμένει ανοικτό για υπογραφή στη Μαδρίτη, μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 1989.

3. Ο Γενικός Διευθυντής διαβιβάζει δύο αντίγραφα των υπογραφέντων κειμένων του παρόντος Πρωτοκόλλου, επικυρωμένα από την Κυβέρνηση της Ισπανίας, σε όλα τα κράτη και τους διακυβερνητικούς οργανισμούς που μπορούν να καταστούν Συμβαλλόμενα Μέρη του παρόντος Πρωτοκόλλου.

4. Ο Γενικός Διευθυντής φροντίζει για την καταχώρηση του παρόντος Πρωτοκόλλου στη Γραμματεία του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

5. Ο Γενικός Διευθυντής κοινοποιεί σε όλα τα κράτη και διεθνείς οργανισμούς, που μπορούν να καταστούν ή αποτελούν ήδη Συμβαλλόμενα Μέρη του παρόντος Πρωτοκόλλου, τις υπογραφές, τις καταθέσεις πράξεων επικυρώσεως, αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως, καθώς και την έναρξη της ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου και τις τροποποιήσεις αυτού, κάθε κοινοποίηση καταγγελίας και κάθε δήλωση που προβλέπεται στο παρόν Πρωτόκολλο.

Άρθρο δεύτερο

Με απόφαση του Υπουργού Ανάπτυξης ρυθμίζονται οι λεπτομέρειες και οι όροι για την εφαρμογή του παρόντος νόμου. Με κοινή απόφαση των Υπουργών Οικονομικών και Ανάπτυξης μπορεί να τροποποιείται το περιεχόμενο της Δήλωσης που συνοδεύει τον παρόντα νόμο, σύμφωνα με την υποπαράγραφο α' της 7ης παραγράφου του άρθρου 8 του Πρωτοκόλλου που κυρώνεται.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του Πρωτοκόλλου που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 14 παρ. 4 εδ. β΄ αυτού.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως Νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 5 Ιανουαρίου 2000

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Γ.Α. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Γ. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ
ΕΥΑΓ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 7 Ιανουαρίου 2000

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Ε. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΔΗΛΩΣΗ

(συνοδεύουσα το νόμο περί κυρώσεως του Πρωτοκόλλου της Μαδρίτης)

σχετικά με τον καθορισμό της μακροτέρας προθεσμίας για τη διεθνή καταχώρηση και καθορισμό ατομικού τέλους για τη διεθνή καταχώρηση και την ανανέωσή της

Σύμφωνα με την υποπαράγραφο β΄ της 2ης παραγράφου του άρθρου 5 η Ελληνική Δημοκρατία δηλώνει ότι για τις διεθνείς καταχωρήσεις που έγιναν βάσει του Πρωτοκόλλου της Μαδρίτης η προθεσμία του ενός έτους που αναφέρεται στην υποπαράγραφο α΄ αντικαθίσταται από την προθεσμία των 18 μηνών.

Σύμφωνα με την υποπαράγραφο α΄ της 7ης παραγράφου του άρθρου 8 η Ελληνική Δημοκρατία δηλώνει ότι για τις διεθνείς καταχωρήσεις και τις ανανεώσεις των διεθνών καταχωρήσεων που έγιναν βάσει του Πρωτοκόλλου της Μαδρίτης επιθυμεί να λαμβάνει, αντί ενός τμήματος των εσόδων που προέρχονται από τα συμπληρωματικά τέλη και τα συμπληρώματα τελών, ένα τέλος ήτοι "ατομικό τέλος" που ανέρχεται στο ποσό των 20.000 δραχμών για κάθε κατάθεση που περιλαμβάνει μία κλάση. Για κάθε επιπλέον κλάση θα καταβάλλεται το ποσό των 5.000 δραχμών. Για ανανέωση προστασίας σήματος, για μία κλάση, θα καταβάλλεται το ποσό των 20.000 δραχμών και για κάθε επιπλέον κλάση το ποσό των 5.000 δραχμών.

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * TELEX 223211 YPET GR * FAX 52 34 312
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http: www.et.gr
e-mail: webmaster @ et.gr

ΥΠΗΡΕΣΙΕΣ ΕΞΥΠΗΡΕΤΗΣΗΣ ΠΟΛΙΤΩΝ

ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ
Σολωμού 51

Πληροφορίες δημοσιευμάτων Α.Ε. - Ε.Π.Ε.	5225 761 - 5230 841
Πληροφορίες δημοσιευμάτων λοιπών Φ.Ε.Κ.	5225 713 - 5249 547
Πώληση Φ.Ε.Κ.	5239 762
Φωτοαντίγραφα παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248 141
Βιβλιοθήκη παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248 188
Οδηγίες για δημοσιεύματα Α.Ε. - Ε.Π.Ε.	5248 785
Εγγραφή Συνδρομητών Φ.Ε.Κ. και αποστολή Φ.Ε.Κ.	5248 320

ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ
ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.

ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ - Βασ. Όλγας 227 - Τ.Κ. 54100	(031) 423 956
ΠΕΙΡΑΙΑΣ - Νικήτα 6-8 Τ.Κ. 185 31	4135 228
ΠΑΤΡΑ - Κορίνθου 327 - Τ.Κ. 262 23	(061) 6381 100
ΙΩΑΝΝΙΝΑ - Διοικητήριο Τ.Κ. 450 44	(0651) 87215
ΚΟΜΟΤΗΝΗ - Δημοκρατίας 1 Τ.Κ. 691 00	(0531) 22 858
ΛΑΡΙΣΑ - Διοικητήριο Τ.Κ. 411 10	(041) 597449
ΚΕΡΚΥΡΑ - Σαμαρά 13 Τ.Κ. 491 00	(0661) 89 127 / 89 120
ΗΡΑΚΛΕΙΟ - Πλ. Ελευθερίας 1, Τ.Κ. 711 10	(081) 396 223
ΛΕΣΒΟΣ - Πλ. Κωνσταντινουπόλεως Τ.Κ. 811 00 Μυτιλήνη	(0251) 46 888 / 47 533

ΤΙΜΗ ΠΩΛΗΣΗΣ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

- Για τα ΦΕΚ από 1 μέχρι 8 σελίδες 200 δρχ.
- Για τα ΦΕΚ από 8 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) προσαυξάνεται κατά 100 δρχ. ανά 8σέλιδο ή μέρος αυτού.
- Για τα ΦΕΚ του Τεύχους Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π. ανεξαρτήτως αριθμού σελίδων δρχ. 100. (Σε περίπτωση Πανελλήνιου Διαγωνισμού η τιμή θα προσαυξάνεται κατά δρχ. 100 ανά 8σέλιδο ή μέρος αυτού).

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

Τεύχος	Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531	Κ.Α.Ε. εσόδου υπέρ ΤΑΠΕΤ 3512
Α΄ (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κ.λπ.)	60.000 δρχ.	3.000 δρχ.
Β΄ (Υπουργικές αποφάσεις κ.λπ.)	70.000 »	3.500 »
Γ΄ (Διορισμοί, απολύσεις κ.λπ. Δημ. Υπαλλήλων)	15.000 »	750 »
Δ΄ (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κ.λπ.)	70.000 »	3.500 »
Αναπτυξιακών Πράξεων (Τ.Α.Π.Σ.)	30.000 »	1.500 »
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κ.λπ. προσωπικού Ν.Π.Δ.Δ.)	15.000 »	750 »
Παράρτημα (Προκηρύξεις θέσεων ΔΕΠ κ.τλ.)	5.000 »	250 »
Δελτίο Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	10.000 »	500 »
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	3.000 »	150 »
Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π.	10.000 »	500 »
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	300.000 »	15.000 »
Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων (Δ.Δ.Σ.)	50.000 »	2.500 »
ΓΙΑ ΟΛΑ ΤΑ ΤΕΥΧΗ ΕΚΤΟΣ Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	300.000 »	15.000 »

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στα Δημόσια Ταμεία που δίνουν αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) το οποίο με τη φροντίδα του ενδιαφερομένου πρέπει να στέλνεται στην Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Οι συνδρομές του εξωτερικού επιβαρύνονται με το διπλάσιο των ανωτέρω τιμών.
* Η πληρωμή του υπέρ ΤΑΠΕΤ ποσοστού που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται από τα Δημόσια Ταμεία.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού μπορούν να στέλνουν το ποσό του ΤΑΠΕΤ μαζί με το ποσό της συνδρομής.
* Οι Νομαρχιακές Αυτοδιοικήσεις, οι Δήμοι, οι Κοινότητες ως και οι επιχειρήσεις αυτών πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα χρόνο, που αρχίζει την 1η Ιανουαρίου και λήγει την 31η Δεκεμβρίου του ίδιου χρόνου. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι τον Μάρτιο κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γραμμάτια δεν γίνονται δεκτά.

Οι υπηρεσίες εξυπηρέτησης των πολιτών λειτουργούν καθημερινά από 08.00΄ έως 13.00΄

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ